

هكذا من الأصل

TRENTÉ-QUATRIÈME ANNÉE — N° 9954

24 PAGES DERNIÈRE ÉDITION

DIMANCHE 30 - LUNDI 31 JANVIER 1977

Une dizaine de bombes
ont explosé
dans le centre de Londres

LIBRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1,20 D; Maroc, 1,50 D; Tunisie, 1,20 D; Allemagne, 1 D; Autriche, 1 D; Belgique, 1,20 D; Espagne, 1,20 D; France, 1,40 F; Grèce, 1,20 D; Italie, 1,20 D; Japon, 1,20 D; Liban, 1,20 D; Luxembourg, 1,20 D; Norvège, 1,20 D; Pays-Bas, 1,20 D; Portugal, 1,20 D; Royaume-Uni, 1,20 D; Suède, 1,20 D; Suisse, 1,20 D; Turquie, 1,20 D.

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 6
C.C.P. 6897-23 Paris
Tél. Paris 68 50 72
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

L'Europe vue de Strasbourg

En attendant de trouver une voix, l'Europe a un nouveau palais. M. Giscard d'Estaing a choisi Strasbourg pour réchauffer l'ardeur de ceux qui avaient mis leur foi dans la construction communautaire. C'était un lieu approprié.

L'accent est mis si souvent aujourd'hui sur l'échec de l'entreprise européenne que M. Giscard d'Estaing a eu raison de rappeler sa face positive. Ce n'est pas rien d'avoir fait tomber les barrières douanières, d'avoir noué entre elles des économies, d'avoir amené la Grande-Bretagne à ne plus regarder seulement vers le « grand large ». Que l'opération ait pu se réaliser sans qu'aucun des pays membres n'ait le sentiment d'avoir perdu sa souveraineté, n'est pas non plus un mince succès, tant maîtres « théologiens » brandissent la menace de l'empire supranational.

Puisqu'il revient à la charge, sur le point de la République se devait de le rassurer. Ce qu'il a fait en prêchant pour des « institutions adaptées » à l'Europe d'aujourd'hui et de demain. Le balancier porté à l'une de ses extrémités le Conseil européen des chefs de gouvernement, « instance nécessaire de coordination et d'impulsion », véritable « exécutif », et de l'autre, l'Assemblée européenne avec ses pouvoirs de contrôle, notamment sur les « ressources propres » de la Communauté, et digne pour cette raison d'être élue au suffrage direct comme il l'est prévu par le traité de Rome.

Sans doute, ceux qui craignent que l'Assemblée n'empêche sur les souverainetés nationales auront-ils écouté de près la phrase de M. Giscard d'Estaing dans laquelle il a déclaré vain d'attendre ou de redouter par suite de l'élection une modification de l'équilibre institutionnel existant, puisque les traités sont là. Suffira-t-elle à les rassurer ? On peut en douter.

Il y aura plus de scepticisme encore sur les chances de voir aboutir certains des objectifs assignés par le chef de l'État pour les années à venir. L'Europe n'est plus en voie de développement, si la préservation de l'acquis communautaire sera déjà une lourde tâche, si l'on pense notamment à la politique agricole commune.

Tant que les politiques économiques nationales maintiendront de tels écarts entre les rythmes d'inflation, comment imaginer que l'on puisse parler sérieusement d'union économique et monétaire ? Il ne sera sans doute pas inutile de se souvenir à ce sujet que, en fin d'année pour faire le bilan des efforts des uns et des autres sur ce chapitre, mais on ne voit pas en vertu de quel miracle les Neuf se retrouveraient ensuite, tout en choeur, à l'intérieur du « serpent ».

L'âme de l'Europe c'est encore autre chose, et il faut bien dire qu'on attend toujours que les « langues de feu » descendant sur la tête des chefs d'État ou de gouvernement. Ceux-ci ne voient guère dans la Communauté qu'un moyen de mieux commercer entre eux et de faciliter la prospérité des nations qui la composent.

C'est aux peuples de l'Europe plus qu'aux gouvernements de dire vers quel nouveau « projet » se tourner. Même si l'Assemblée révisée par le suffrage direct n'avait comme nouvelle mission que de débattre de tout ce qui peut redonner à l'Europe une identité perdue, ne serait-ce pas un progrès ? Les pistes indiquées par M. Giscard d'Estaing auraient aussi bien servi d'un modèle de société au service de l'homme, ouverture sur le monde, résistance à la tentation d'être le « brillant second » d'un puissant, etc.

L'Europe est ainsi bien belle, vue de Strasbourg. Hélas ! ce ne sont pas les idées communes ou les désirs unanimistes qui font défaut, mais bien la volonté de les faire descendre de l'empyrée.

(Lire nos informations page 2.)

LA VIOLENCE EN ESPAGNE

- Le gouvernement prend des mesures de police exceptionnelles
- Tous les journaux publient un éditorial « pour la démocratie »

Après les attentats qui, le vendredi 28 janvier, ont coûté la vie à trois policiers dans les faubourgs de Madrid, l'opinion publique espagnole s'interroge sur l'ampleur et les éventuelles ramifications internationales de ce que l'on n'hésite plus à qualifier, au gouvernement et dans l'opposition, de « complot » contre l'évolution démocratique.

Le gouvernement, réuni en session extraordinaire, a renoncé à décréter l'état d'urgence. Il a, en revanche, pris des mesures exceptionnelles de police. Il a également suspendu, pour un mois, un certain nombre de garanties individuelles. Des arrestations ont été opérées dans les milieux « extrémistes », à gauche comme à droite.

Tous les journaux de Madrid et de Barcelone, de ce samedi matin, y compris El Alcazar, porte-parole de la confédération des anciens combattants franquistes, ont publié un éditorial commun, appelé à l'« unité de tous » les Espagnols contre « la terreur » et pour « la démocratie » et « l'avenir du pays comme société pluraliste et libre ».

Selon le quotidien El País, le GRAPO, organisation qui a déjà revendiqué les enlèvements de deux hautes personnalités espagnoles, s'est attribué, lors d'une émission de « la Voix des Canaries », diffusée à Alger, la responsabilité des attentats de vendredi.

De notre envoyé spécial

Madrid. — Le gouvernement espagnol, réuni en session extraordinaire le 28 janvier dans la soirée, après les attentats commis contre des représentants des Forces de l'Ordre qui ont fait le même jour trois morts et trois blessés, dont deux sont dans un état très grave, a renoncé à décréter l'état d'urgence et à suspendre les garanties constitutionnelles. Mais il a pris, par décret, un certain nombre de mesures tendant à étendre les pouvoirs de la police, démantèlement total des cellules pour faire face à la plus grave vague de terrorisme depuis la mort de Franco. C'est M. Reguera, le ministre de l'Information, qui a tenu la conférence de presse.

Le ministre de l'Information, qui a tenu la conférence de presse, a déclaré que le gouvernement « ne se laissera pas intimider par les attentats ». Il a également déclaré que le gouvernement « ne se laissera pas intimider par les attentats ».

MARCEL NIEDERGAANG.

(Lire la suite page 3.)

LE BOTSWANA DANS L'ŒIL DU CYCLONE AUSTRAL

En dépit du refus opposé par M. Smith à son plan de règlement négocié du conflit rhodésien, M. Richard, président de la conférence de Genève, poursuit ses consultations en Afrique australe. Il a, ce vendredi 28 janvier, à Gaborone des entretiens avec Sir Seretse Khama, président du Botswana.

Ce petit État, l'un des rares en Afrique à conserver des institutions et une vie démocratiques, mène une politique délicate. Indépendant depuis dix ans, il reste en effet, largement tributaire de l'Afrique du Sud sur le plan économique. Le Botswana n'en a pas moins, dans le conflit rhodésien, proclamé une hostilité intransigeante au régime de M. Smith et annoncé récemment qu'il dépenserait 20 millions de dollars pour faire face aux « incursions de Salisbury ».

I. — A la merci de Pretoria

Gaborone. — Il n'est pas 10 heures, et déjà le soleil se fait jour. Il en faudrait plus pour décourager les badauds et le centre commercial de Gaborone — une large voie piétonnière bordée d'une soixantaine de magasins — bourdonne comme une ruche. Un jeune couple de Blancs s'attarde devant des cannes au lourd pommeau que propose un Africain. Un gamin blond tire la

jupon de la jeune femme. L'homme, un grand gaillard à la barbe rousse, porte sur son dos un hamilton endormi : il est noir et joufflu. Le voyageur venu d'Afrique du Sud s'attarde à observer ces scènes de rues extraordinaires pour lui : un Noir qui plaisante avec un Blanc ; des Africains et des Européens attablés au même café ; un couple mixte qui se tient par la main.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Le président et son épouse ne s'étaient pas encore mariés. M. Seretse Khama — il n'était pas encore « sir » — avait vingt-sept ans et faisait ses études

à Oxford, lorsqu'en 1948 il a annoncé son mariage avec Ruth Williams, une jeune femme blanche. Elle d'un officier de Sa Majesté. Ce fut un véritable scandale dans le protectorat, au sein de la société anglaise et parmi les Bagandwa, dont M. Seretse Khama était prince héritier. La première y voyait un mauvais exemple pour les Africains, les seconds n'admettaient pas que leur futur chef ait pu épouser une femme sans les avoir consultés.

Pour le point de son geste, le gouvernement britannique interdit au jeune étudiant de revenir dans son pays. Il n'y retourna qu'en 1950, après avoir promis de renoncer à son titre de chef.

(Lire la suite page 4.)

Au sommaire du supplément

EUROPA

publié dans

Le Monde

de lundi (daté 1^{er} février)

- Débat sur la Sécurité sociale avec le point de vue du professeur Bruno Molitor, de l'université de Würzburg, et l'analyse de Jean-Pierre Domont.
- Entretien avec Wilhelm Hoferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes.
- Étude sur l'influence des Européens dans l'équipe Carter.

Ce supplément est préparé en collaboration avec la Stampa. The Times et Die Welt.

le mur de Cartier

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

La rupture est consommée entre M. Jacques Chirac et le chef de l'État

Le président du R.P.R. lance un appel aux socialistes

Ebauché jeudi soir 27 janvier, le projet d'une rencontre entre MM. Giscard d'Estaing et Jacques Chirac a été abandonné vendredi un peu après 17 heures. La rupture est désormais consommée entre le président de la République et son ancien premier ministre. De ce fait, M. Raymond Barre renonce à rechercher une candidature d'union de la majorité pour la mairie de Paris, mission que le chef de l'État lui avait confiée mercredi.

M. Chirac, qui réunit dimanche le comité central du R.P.R. et lancera sa campagne lundi après-midi par une conférence de presse à la Mutualité, était vendredi soir à Marseille, où il s'est attaqué avec vigueur aux communistes mais a lancé un appel aux socialistes.

« Je suis résolu, et je ne changerai pas d'avis, dit-il, à moins que l'impératif ne soit de le faire. En s'exprimant ainsi, M. Chirac a fait passer la première lettre qu'il avait adressée à M. Barre, jeudi matin 27 janvier, M. Jacques Chirac lui signifiait d'entrée de jeu qu'il ne croyait pas à la mission de conciliation dont le premier ministre avait été chargé la veille par M. Giscard d'Estaing et qu'il ne contribuait pas à la faire aboutir.

Le président du R.P.R. avait plus loin en résumant « les attitudes médiocres et les combinaisons florissantes » et en dénonçant « l'attitude d'agression et de mauvaise foi » de certains ministres, sans préciser s'il visait M. Pompidou plus que M. Lecanuet ou M. Fourcade plus que M. Duranton. Enfin, et surtout, il se défendait de vouloir « mettre en cause » l'autorité de son successeur à l'hôtel Matignon, mais il lui

indiquait néanmoins qu'il n'accepterait d'avoir de conversation qu'au sommet : si M. Giscard d'Estaing s'opposait à sa candidature à la mairie de Paris pour des « raisons graves et impératives », il devait exposer lui-même à son ancien premier ministre ces « raisons d'État » et les causes d'un « tel ostracisme ».

La réponse de M. Barre fut assez ferme : M. Chirac était accusé d'avoir annoncé sa candidature, le 19 janvier, au moment même où le chef du gouvernement s'efforçait, « en plein accord avec le président de la République », de susciter une formule d'union à Paris, d'avoir agi « sans aucune consultation avec les diverses instances de la majorité » et de ne pas avoir fait part de sa candidature à M. Giscard d'Estaing.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

LEADERSHIP

M. Valéry Giscard d'Estaing a sans doute répété à M. Walter Mondale ce qu'il avait dit la veille, à savoir que l'Europe ne peut être le brillant second de personne. On ne sait si le vice-président américain l'a rassuré en lui disant que, de toute façon, l'Europe ne saurait, dans l'équilibre mondial, dépasser la place de troisième.

Mais les deux hommes d'État ont-ils évoqué, à propos de la coalition occidentale, ce qui doit être actuellement la préoccupation majeure du président français : le leadership dans le leadership ?

ROBERT ESCARPIT.

« LE PRÊTE-NOM », DE MARTIN RITT

La comédie noire du maccarthysme

Quelques repères historiques sont nécessaires, pour situer ce film américain qui est, par son sujet et la manière dont ce sujet est traité, l'événement de la semaine.

C'est en 1947, au moment où les États-Unis entraînent dans une période de « guerre froide » avec l'Union soviétique que la commission des activités anti-américaines (elle avait été créée en 1938 pour détecter les gens de gauche dans les milieux du spectacle) commença, dirigée par J. Parnell Thomas, une véritable chasse aux « rouges » dans les studios de cinéma et de télévision. Les scénaristes, techniciens, réalisateurs et acteurs soupçonnés d'avoir appartenu au parti communiste ou d'avoir entretenu, de près ou de loin, des relations avec lui étaient interrogés, sommés d'expliquer leurs activités politiques, de reconnaître leurs erreurs et, aussi, de donner des noms. Le refus de répondre à ce genre d'enquête, en se retranchant derrière le premier amendement de la Constitution, envoyait en prison des personnalités d'Hollywood (parmi lesquelles, le cinéaste Edward Dmytryk

qui devait, par la suite, se montrer beaucoup plus complaisant afin de retrouver du travail). Un grand nombre de « suspects » furent inscrits sur une liste noire qui leur ferait les portes des studios. Certains scénaristes, tels Dalton Trumbo et Michael Wilson, furent éliminés sous des noms d'emprunt. Des réalisateurs, tels John Huston, Joseph Losey et John Barry, furent éliminés. Le scénariste Ben Barzman se réfugia en Grande-Bretagne, où il écrivit pour Losely. Abraham Polonsky resta dix-huit ans sans pouvoir tourner un film. Solidaire des victimes de la liste noire, l'acteur John Garfield mourut après avoir tenu tête à la commission d'enquête dans des conditions qui firent penser à un suicide. En revanche, en 1952, reniant ses convictions de gauche, Ella Kazan accepta de témoigner pour se blanchir et dénonça des amis et des officiers du parti communiste. Il nous même une page de publicité dans un journal pour affirmer qu'il n'était pas communiste.

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 19.)

EUROPE

Espagne

Des mesures exceptionnelles

(Suite de la première page.)

Le délai de garde à vue de soixante-douze heures ne sera pas obligatoirement respecté. Enfin, le chef du gouvernement devait s'adresser au pays ce samedi.

Le ministre de l'Intérieur a donné des ordres d'arrestation de tous les « extrémistes ». Des interpellations ont eu lieu dans la nuit de vendredi à samedi, sans que l'on en connaisse le nombre exact.

De leur côté, les partis de gauche et les syndicats ouvriers démocratiques ont offert leur appui au gouvernement pour lutter contre l'escalade de la violence qui menace l'évolution politique en cours en Espagne. A l'instar des formations du centre et de la droite, ils ont aussitôt condamné avec le plus grand véhément le double attentat de vendredi à Madrid.

Dirigeants communistes et socialistes, leaders des commissions ouvrières ou des centrales syndicales de tendance socialiste, qui saluent ensemble, mercredi, la déposition des accusés assassinés au début de la semaine, rejoignent aujourd'hui les porte-parole des groupes modérés et conservateurs, qui demandent avec insistance au gouvernement de tout faire pour redresser une situation préoccupante. Un communisme commun a été signé par toutes les personnalités de l'opposition démocratique, de la gauche à la droite aux communistes inclus. L'opposition démocratique, dont les députés se sont réunis en toute hâte à huis clos, vendredi soir, envisage de relancer une proposition déjà avancée cette semaine par M. Tierno Galvan, président du parti socialiste populaire : la formation d'un gouvernement de coalition nationale.

Pour la seconde fois en quarante-huit heures, le cardinal Tarazona, archevêque de Madrid et président de la conférence épiscopale espagnole, a lancé un appel à la concorde et à la paix, demandant à tous de se mettre au service de la patrie. Le ministre de l'Intérieur a publié une note qui dénonce des « actes terroristes » portant atteinte au processus démocratique engagé, au principe de la coexistence entre Espagnols et aux bases mêmes de l'Etat. Le ministre assure que « les forces de l'ordre » ont conscience de restaurer définitivement la paix publique.

Malgré cette unité dans la réprobation et le ton énergique employé par les autorités, c'est, à nouveau, l'inquiétude qui semble peser sur l'opinion espagnole. Les personnes qu'un plan minutieux a été déclenché pour interrompre brutalement le rapprochement esquissé entre les deux Espagne de la guerre civile. Le véritable chef d'orchestre reste à découvrir.

Les dirigeants sont peut-être moins assurés que ne le laissent entendre les communiqués et mises au point. Après une brève parenthèse, le calme, relatif, n'est que le calme de la nuit. La tension est de nouveau très grande à Madrid. Les appels anonymes annonçant la poursuite des actions terroristes se multiplient. La plupart des dirigeants politiques ont quitté leur domicile pour des retraites plus sûres. Certaines formations de gauche, suivant les conseils de la police, ont bouclé leur siège dans la capitale. Le palais de justice a été fermé par crainte d'un attentat. Un dispositif policier sans précédent a été mis sur pied dans la nuit de vendredi à samedi. Des renforts sont venus de province. Les accès de Madrid sont étroitement contrôlés. Les vérifications d'identité sur les routes et dans les rues ont pris une dimension nouvelle. Les ouvriers travaillant la nuit auraient reçu des laissez-passer de leurs entreprises.

Le bilan de la semaine sangnante de Madrid est lourd. Des dizaines de morts au sujet de manifestations pour la liberté, cinq avocats de gauche assassinés par un commando, trois membres des forces de l'ordre et une journaliste. Le général Villacampa, président du conseil suprême de justice militaire, a été enlevé il y a cinq jours, et ses ravisseurs ne se sont toujours pas manifestés.

Quel sera le prochain objectif des commandos de tueurs, qui paraissent parfaitement organisés, bien armés, et remarquablement entraînés ? L'Espagne de la rue se pose cette question. Ce qui frappe dans l'attentat perpétré contre les avocats de la rue Atocha, comme dans les agressions commises contre les policiers, c'est le sang-froid et la détermination des tueurs. Il ne s'agit pas manifestement de desperados amateurs et isolés. Tout évoque les groupes bien structurés et obéissants à des consignes précises.

L'intervention étrangère

Les précisions données par l'agence CIPRA au sujet des armes utilisées par les tueurs — des mitrailleuses américaines Marietta (le monde du 28 janvier) — renforcent les arguments de ceux qui, dans la presse, développent, depuis quelques jours, la thèse de l'intervention étrangère. Plusieurs ressortissants d'autres pays, membres de groupes d'action d'extrême droite, ont déjà été arrêtés cette semaine. Certains d'entre eux ont été déferés à la justice, et d'autres doivent

être expulsés. Il est probable que les autorités vont multiplier, dans les jours qui viennent, les perquisitions et les arrestations dans ces milieux. Ex-nazis, fascistes italiens, contacts ex-agents de la FIDR portugaise anciens membres de l'O.A.S. française, anciens « collaborateurs » belges, péronistes argentins ramassés par M. Lopez Rega, l'ex-émigré grise de Mme Peron : il est vrai que l'Espagne franquiste a été longtemps une terre de refuge appréciée de ces groupes extrémistes. Des amitiés se sont nouées, des contacts et des complaisances aussi.

Il est compréhensible en tout cas que l'opinion et, dans une certaine mesure, les dirigeants, méfient l'accès à ces choses. Les complaisances et les soutiens qu'impliquent les actes de terrorisme de cette semaine troublent l'ensemble de la population. « D'ici la Marietta », écrit un éditorialiste du journal *Informaciones*, il faudra bien découvrir la main noire. » Dès le début, on a estimé que l'enlèvement de M. de Oriol et celui du général Villacampa étaient entourés d'obscurités. Cette impression se confirme au fil des jours. On s'interroge sur le rôle de GRAPO. On soupçonne d'être utilisés par une puissante organisation cherchant à « déstabiliser » le pays. Cette organisation ne vient ni l'armée ni la démocratie. L'hypothèse la plus souvent admise est qu'il s'agit d'une organisation fasciste. D'étranges rumeurs circulent à Madrid sur la retraite — inviolable, semble-t-il, pour la police — où serait séquestré M. de Oriol depuis le 11 décembre dernier.

MARCEL NIEDERGADE.

Un appel commun de tous les quotidiens madrilènes

Il faut continuer jusqu'au bout le chemin vers la démocratie

De notre envoyé spécial

Madrid. — Fait sans précédent en Espagne, un appel commun a été rédigé et signé par tous les quotidiens madrilènes. Le texte dit :

« En ce moment de crise nationale, alors que des forces puissantes menacent l'essence même de l'Etat et s'efforcent d'usurper par la violence le mandat populaire, nous, quotidiens madrilènes, nous nous unissons pour demander à tous de se mettre au service de la patrie. Le ministre de l'Intérieur a publié une note qui dénonce des « actes terroristes » portant atteinte au processus démocratique engagé, au principe de la coexistence entre Espagnols et aux bases mêmes de l'Etat. Le ministre assure que « les forces de l'ordre » ont conscience de restaurer définitivement la paix publique. »

Malgré cette unité dans la réprobation et le ton énergique employé par les autorités, c'est, à nouveau, l'inquiétude qui semble peser sur l'opinion espagnole. Les personnes qu'un plan minutieux a été déclenché pour interrompre brutalement le rapprochement esquissé entre les deux Espagne de la guerre civile. Le véritable chef d'orchestre reste à découvrir.

Les dirigeants sont peut-être moins assurés que ne le laissent entendre les communiqués et mises au point. Après une brève parenthèse, le calme, relatif, n'est que le calme de la nuit. La tension est de nouveau très grande à Madrid. Les appels anonymes annonçant la poursuite des actions terroristes se multiplient. La plupart des dirigeants politiques ont quitté leur domicile pour des retraites plus sûres. Certaines formations de gauche, suivant les conseils de la police, ont bouclé leur siège dans la capitale. Le palais de justice a été fermé par crainte d'un attentat. Un dispositif policier sans précédent a été mis sur pied dans la nuit de vendredi à samedi. Des renforts sont venus de province. Les accès de Madrid sont étroitement contrôlés. Les vérifications d'identité sur les routes et dans les rues ont pris une dimension nouvelle. Les ouvriers travaillant la nuit auraient reçu des laissez-passer de leurs entreprises.

Le bilan de la semaine sangnante de Madrid est lourd. Des dizaines de morts au sujet de manifestations pour la liberté, cinq avocats de gauche assassinés par un commando, trois membres des forces de l'ordre et une journaliste. Le général Villacampa, président du conseil suprême de justice militaire, a été enlevé il y a cinq jours, et ses ravisseurs ne se sont toujours pas manifestés.

Quel sera le prochain objectif des commandos de tueurs, qui paraissent parfaitement organisés, bien armés, et remarquablement entraînés ? L'Espagne de la rue se pose cette question. Ce qui frappe dans l'attentat perpétré contre les avocats de la rue Atocha, comme dans les agressions commises contre les policiers, c'est le sang-froid et la détermination des tueurs. Il ne s'agit pas manifestement de desperados amateurs et isolés. Tout évoque les groupes bien structurés et obéissants à des consignes précises.

L'intervention étrangère

Les précisions données par l'agence CIPRA au sujet des armes utilisées par les tueurs — des mitrailleuses américaines Marietta (le monde du 28 janvier) — renforcent les arguments de ceux qui, dans la presse, développent, depuis quelques jours, la thèse de l'intervention étrangère. Plusieurs ressortissants d'autres pays, membres de groupes d'action d'extrême droite, ont déjà été arrêtés cette semaine. Certains d'entre eux ont été déferés à la justice, et d'autres doivent

être expulsés. Il est probable que les autorités vont multiplier, dans les jours qui viennent, les perquisitions et les arrestations dans ces milieux. Ex-nazis, fascistes italiens, contacts ex-agents de la FIDR portugaise anciens membres de l'O.A.S. française, anciens « collaborateurs » belges, péronistes argentins ramassés par M. Lopez Rega, l'ex-émigré grise de Mme Peron : il est vrai que l'Espagne franquiste a été longtemps une terre de refuge appréciée de ces groupes extrémistes. Des amitiés se sont nouées, des contacts et des complaisances aussi.

TROIS ATTENTATS TROIS MORTS

Sur la foi des dépêches d'agences qui reproduisent d'ailleurs des informations officielles données par la police et la garde civile, le monde « annonce » dans son numéro du 29 janvier, que les attentats de vendredi avaient fait deux victimes. Un peu plus tard dans la soirée, le gouvernement revenait sur la première version des faits — pas seulement embrouillée — et annonçait que deux victimes de violences étaient à trois morts — deux policiers et un garde civil — et trois blessés.

Le récit des attentats résumés a fait l'objet, dans l'après-midi de vendredi, d'informations contradictoires. Il semble désormais acquis que les attentats ont été déjoués de la façon suivante.

Le premier attentat s'est produit en fin de matinée devant un bureau de caisse d'épargne de quartier de Campana. Deux jeunes gens armés de pistolets muni de silencieux ont abattu deux policiers en faction, qui sont morts peu après à l'hôpital. Deux heures plus tard, d'autres terroristes ont tenté le feu sur deux gardes civils devant un autre bureau de caisse d'épargne, dans le quartier de Los Angeles. L'un a été tué, l'autre blessé. Enfin, les mêmes tueurs ont lancé une grenade sur une voiture de la garde civile défilant sur les lieux. Deux gardes se trouvaient à bord : ils ont été blessés et sont dans un état critique.

MARCEL NIEDERGADE.

Un appel commun de tous les quotidiens madrilènes

Il faut continuer jusqu'au bout le chemin vers la démocratie

De notre envoyé spécial

Madrid. — Fait sans précédent en Espagne, un appel commun a été rédigé et signé par tous les quotidiens madrilènes. Le texte dit :

« En ce moment de crise nationale, alors que des forces puissantes menacent l'essence même de l'Etat et s'efforcent d'usurper par la violence le mandat populaire, nous, quotidiens madrilènes, nous nous unissons pour demander à tous de se mettre au service de la patrie. Le ministre de l'Intérieur a publié une note qui dénonce des « actes terroristes » portant atteinte au processus démocratique engagé, au principe de la coexistence entre Espagnols et aux bases mêmes de l'Etat. Le ministre assure que « les forces de l'ordre » ont conscience de restaurer définitivement la paix publique. »

Malgré cette unité dans la réprobation et le ton énergique employé par les autorités, c'est, à nouveau, l'inquiétude qui semble peser sur l'opinion espagnole. Les personnes qu'un plan minutieux a été déclenché pour interrompre brutalement le rapprochement esquissé entre les deux Espagne de la guerre civile. Le véritable chef d'orchestre reste à découvrir.

Les dirigeants sont peut-être moins assurés que ne le laissent entendre les communiqués et mises au point. Après une brève parenthèse, le calme, relatif, n'est que le calme de la nuit. La tension est de nouveau très grande à Madrid. Les appels anonymes annonçant la poursuite des actions terroristes se multiplient. La plupart des dirigeants politiques ont quitté leur domicile pour des retraites plus sûres. Certaines formations de gauche, suivant les conseils de la police, ont bouclé leur siège dans la capitale. Le palais de justice a été fermé par crainte d'un attentat. Un dispositif policier sans précédent a été mis sur pied dans la nuit de vendredi à samedi. Des renforts sont venus de province. Les accès de Madrid sont étroitement contrôlés. Les vérifications d'identité sur les routes et dans les rues ont pris une dimension nouvelle. Les ouvriers travaillant la nuit auraient reçu des laissez-passer de leurs entreprises.

Le bilan de la semaine sangnante de Madrid est lourd. Des dizaines de morts au sujet de manifestations pour la liberté, cinq avocats de gauche assassinés par un commando, trois membres des forces de l'ordre et une journaliste. Le général Villacampa, président du conseil suprême de justice militaire, a été enlevé il y a cinq jours, et ses ravisseurs ne se sont toujours pas manifestés.

Quel sera le prochain objectif des commandos de tueurs, qui paraissent parfaitement organisés, bien armés, et remarquablement entraînés ? L'Espagne de la rue se pose cette question. Ce qui frappe dans l'attentat perpétré contre les avocats de la rue Atocha, comme dans les agressions commises contre les policiers, c'est le sang-froid et la détermination des tueurs. Il ne s'agit pas manifestement de desperados amateurs et isolés. Tout évoque les groupes bien structurés et obéissants à des consignes précises.

L'intervention étrangère

Les précisions données par l'agence CIPRA au sujet des armes utilisées par les tueurs — des mitrailleuses américaines Marietta (le monde du 28 janvier) — renforcent les arguments de ceux qui, dans la presse, développent, depuis quelques jours, la thèse de l'intervention étrangère. Plusieurs ressortissants d'autres pays, membres de groupes d'action d'extrême droite, ont déjà été arrêtés cette semaine. Certains d'entre eux ont été déferés à la justice, et d'autres doivent

être expulsés. Il est probable que les autorités vont multiplier, dans les jours qui viennent, les perquisitions et les arrestations dans ces milieux. Ex-nazis, fascistes italiens, contacts ex-agents de la FIDR portugaise anciens membres de l'O.A.S. française, anciens « collaborateurs » belges, péronistes argentins ramassés par M. Lopez Rega, l'ex-émigré grise de Mme Peron : il est vrai que l'Espagne franquiste a été longtemps une terre de refuge appréciée de ces groupes extrémistes. Des amitiés se sont nouées, des contacts et des complaisances aussi.

Egypte

LES ARRESTATIONS CONTINUENT DANS LES MILIEUX DE GAUCHE

Le Caire (A.P.P., A.P.). — Mille deux cent cinquante personnes ont été arrêtées en Egypte à la suite des récentes émeutes dont deux cents étaient affiliées à des organisations clandestines de gauche, a déclaré, vendredi 29 janvier, le procureur général égyptien, M. Ibrahim El Kallouli.

Celui-ci a souligné que certaines des personnes arrêtées seraient relâchées après que leur innocence aura été prouvée. Il a déclaré que les personnes arrêtées étaient détenues dans des conditions normales et bénéficiaient du droit de visite et du droit de recevoir des livres. Celles qui seraient reconnues coupables par le magistrat instructeur seraient traduites devant un tribunal, a encore indiqué M. El Kallouli. Elles risquent des peines sévères, « les crimes commis étant très sérieux ».

Interrogé sur la participation de Frères musulmans aux dernières émeutes, le procureur a déclaré que seules des arrestations d'extrémistes de gauche avaient été signalées.

Dans les milieux proches du Rassemblement progressiste unioniste (seul parti de gauche autorisé en Egypte), on précise que les arrestations de militants de gauche figurent trois avocats spécialisés dans la défense des prisonniers politiques, M. Nabil El Elahi, M. Zakki Mourad et M. Abdou El Zohry.

M. Abdel Monem El Ghazali, journaliste à la revue *Al Tala* et secrétaire de la rédaction arabe du mensuel de la Fédération syndicale mondiale, ainsi que M. Hailou Tounouss, délégué en Egypte de la F.S.M. et rédacteur en chef de la revue *Etudes sociales*, édition égyptienne de la nouvelle Revue internationale, seraient également détenus.

Rappelons que parmi les premiers journalistes arrêtés figure le Dr Rifkat El Said, membre du Rassemblement progressiste unioniste, historien du mouvement socialiste égyptien, rédacteur à *Al Tala* et bras droit du chef du parti de gauche, le Dr Khaled Mohamed.

Toujours selon les milieux proches du Rassemblement progressiste unioniste, ces arrestations ne sont pas limitées, puisque, assure-t-on, un certain nombre de mandats d'arrêt ont été lancés contre des personnes en fuite et viseraient à « décapiter » la gauche égyptienne qui s'est constituée la base d'un mouvement depuis plusieurs années dans la clandestinité.

Le président Sadate a reçu vendredi un télégramme pour sa première apparition en public depuis les sanglantes émeutes du 18 et 19 janvier. Après avoir dit ses prières à la mosquée d'Al Achar, il a traversé en voiture protégée un quartier ouvrier, puis, protégé par un cordon de policiers en armes, la place Tahrir. Quelques milliers d'habitants se sont fait entendre lorsque M. Sadate a salué la foule. Une banderole proclamait : « Le conseil populaire d'Al Achar nous souhaite la bienvenue ».

Le radio du Caire et l'Agence du Moyen-Orient ont annoncé que le président avait été accueilli en pénétrant dans la mosquée. Cependant, selon l'agence andrienne Associated Press, la réaction de la foule a été plus réservée que de coutume.

(PUBLIÉE)

PARIS ET LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

L'Association des Universitaires et Chercheurs pour la Paix au Proche-Orient se déclare consternée par l'effacement continué des chances de paix au Proche-Orient.

Des que des tentatives courageuses apparaissent, le fragile équilibre construit est risqué et doit être consolidé par le sabotage des extrémismes, soit par une fuite en avant politique.

Quels sont les faits ?

Genève est proche. On parlait de contacts à Paris. Mahmoud Salah est abattu. Abou Daoud est arrêté puis libéré : réactions indignées ou satisfaites.

Comment analyser cette situation ?

Si l'on condamne le terrorisme et donc l'attentat contre Mahmoud Salah, et non le condamner, on doit se féliciter de l'arrestation du terroriste de Munich, M. Abou Daoud, et condamner sa libération.

Si l'on ne condamne pas le terrorisme, on en accepte les risques, par exemple l'assassinat de Mahmoud Salah, ou ignore pas la répression, par exemple l'arrestation d'Abou Daoud. On se félicite de sa libération.

On ne peut à la fois s'opposer au terrorisme et protéger les terroristes, même si ceux-ci sont promus résistants.

Sur le plan français, l'affaire Abou Daoud ne fait que confirmer la fragilité des institutions démocratiques de la République face à l'indépendance du gouvernement. La séparation des pouvoirs s'efface devant une raison d'Etat primitive, contrainte par un exécutif à court terme.

Sur le fond du problème, à savoir une paix juste au Proche-Orient pour les peuples israélien et palestinien, on ne voit pas de déjournement de la précipitation des dirigeants arabes à soutenir Abou Daoud. Les campagnes anti-israéliennes menées systématiquement dans les institutions internationales, cela rend peu crédible leur volonté de négocier, en particulier pour l'opinion publique israélienne.

Pour être équitables, il faut reconnaître que de réelles chances de paix existent, de laisser entrer en France un individu aussi dangereux que celui-ci et de négocier avec lui, c'est aussi compromettre qu'Abou Daoud.

Espérons, encore une fois, que le courage et la lucidité des peuples français, israélien et palestinien favoriseront le dialogue et la paix ; la médiation et la revanche n'ayant seulement favorisé jusqu'à présent que des règlements de comptes qui tiennent lieu d'extermination.

Informations et soutien financier : A.U.C.P.O., c/o rue de Castellane, 75006 PARIS.

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU LIBAN

Les unités de la force arabe de dissuasion n'ont pas progressé au-delà du fleuve Litani

De notre correspondant

Beyrouth. — La Syrie a pris un risque calculé en déployant la force arabe de dissuasion au Sud-Liban, notamment autour de Nabatieh. Cette initiative est susceptible de rétablir l'ordre dans la région, sans pour autant menacer la sécurité d'Israël.

Une tournée dans ce secteur géographique du Sud-Liban permet de s'en rendre compte. Des troupes de la force arabe se trouvent bien à l'entrée est de Nabatieh, dans la région, sans pour autant menacer la sécurité d'Israël. Une tournée dans ce secteur géographique du Sud-Liban permet de s'en rendre compte. Des troupes de la force arabe se trouvent bien à l'entrée est de Nabatieh, dans la région, sans pour autant menacer la sécurité d'Israël.

Si bien que Nabatieh n'ait pas été investie vendredi soir, les unités palestino-progressistes, qui de Beyrouth avaient récemment refuté vers cette localité, l'ont évacuée dès que l'avance des troupes syriennes a été annoncée.

Nabatieh est située au nord du fleuve Litani, qui correspond à la « ligne rouge » au-delà de laquelle Israël ne tolérerait, dit-on, aucune présence armée non libanaise. Or à ce jour, il n'y a pas un soldat non libanais au sud du Litani, ce qui est à l'honneur de la force arabe de dissuasion. Les troupes palestino-progressistes, qui de Beyrouth avaient récemment refuté vers cette localité, l'ont évacuée dès que l'avance des troupes syriennes a été annoncée.

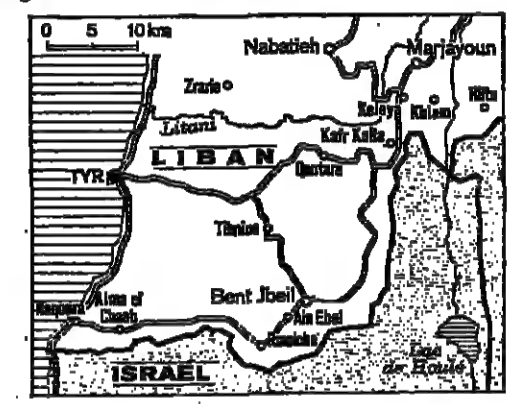
Cette « remise en ordre » dans la région de Nabatieh se produit au moment où une parole des forces de la droite libanaise établies dans la zone frontalière s'efforce de restreindre le champ d'activité des Palestiniens et des partis progressistes. Il en résulte

une nouvelle tension qui suscite de nombreux appels au calme des dirigeants libanais. Mgr Khorechi, originaire de la région, a demandé à tous ceux qui vivent au Sud, chrétiens, musulmans et Palestiniens, d'observer au rétablissement du calme, exprimant sa crainte que la guerre ne se rallume au Liban à partir du Sud. Les milieux musulmans sunnites Hassan Khaleel, et l'imam chite Moussa Sadr, ont aussi exprimé leur inquiétude à ce sujet.

Le déplacement de la force arabe de dissuasion ne s'est pas limité au Sud-Liban. Jeudi 27 janvier, cette force a pris le contrôle des nombreux ports maritimes durant la guerre par les deux camps, et tous les navires qui y relâchaient encore ont été dirigés vers Beyrouth. Elle doit dans un deuxième temps, contrôler les trois aéroports privés aménagés par les phalangistes à Hamat dans le nord, par les progressistes à Baalbek, dans le centre, et par les Palestiniens à Ansur, dans le Sud. Cependant, il ne semble pas que cette dernière opération soit imminente.

Dans une interview au quotidien « Yediot Aharonoth », M. Yigal Allon, ministre israélien des Affaires étrangères, a déclaré : « Les Syriens ne conduisent d'habitude avec une grande prudence. Ils ont vu, lors de leurs opérations au Liban, à ne pas dépasser les limites que nous nous étions fixées et qui, si elles étaient transgressées, mettraient en danger notre sécurité ».

Or, a poursuivi M. Allon, leur entrée à Nabatieh, et leurs efforts pour s'approcher des rives du Litani créent une situation que nous jugeons dangereuse. Israël a aussi bien le droit moral que la possibilité opérationnelle de s'assurer que les intérêts de sa sécurité sur ses frontières nord ne sont pas mis en danger. » (A.F.P.)



TOUT EN MISANT SUR LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

Damas se préoccupe contre le risque d'un échec des pourparlers de paix

De notre envoyé spécial

Damas. — Plus que jamais la Syrie garde deux fers au feu et élabore sa politique dans la perspective à la fois du succès et de l'échec de la conférence de Genève. C'est évidemment un dogme à Damas : les deux hypothèses doivent être prises en considération avant chaque démarche. La Syrie croit à la possibilité de la paix au Proche-Orient et sa stratégie politique tend sérieusement à atteindre cet objectif. Mais elle veut éviter de se trouver en face d'un échec qui serait bloqué du fait de l'obstruction d'Israël.

S'ils misent sur Washington pour parvenir à la paix, les dirigeants syriens dépendent de Moscou sur le plan militaire. Après avoir eu des difficultés, à propos du Liban, avec l'Union soviétique, qui a été jusqu'à suspendre, en août 1976, ses livraisons d'armements et de pièces détachées, ils se sont appliqués à rétablir les ponts avec le Kremlin. C'est chose faite, et les fournitures militaires soviétiques ont repris.

Au Liban, la Syrie a pris des gages en vue de la conférence de Genève, du contentieux de la paix avec l'Etat de la majeure partie du monde arabe, elle s'est préoccupe contre toute opposition des Palestiniens à sa politique au Proche-Orient. Ceux-ci sont maintenant sur le point de se réconcilier avec leur ennemi numéro un, le roi Hussein de Jordanie, et pourraient accepter le principe d'une délégation arabe unifiée à Genève.

Si les Palestiniens refusaient d'aller à la conférence de la paix, le présent Assad pourrait décider que son pays y participera quand même. Son conseiller politique, M. Abd Daoudy, nous a précisé à ce sujet : « Je ne fais pas de mépris. Il ne s'agit pas pour nous d'accepter le principe que la conférence de Genève se tienne sans les Palestiniens. Aucun pays arabe concerné ne l'admettrait. Le président Assad se réfère au cas où l'O.L.P. inviterait à Genève, déciderait de ne pas y rendre. Nous considérons qu'elle serait libre de le faire. Dans ce cas, nous serons libres quant à nous de prendre part à la conférence. »

Les responsables syriens estiment qu'en cas d'échec de la tentative de règlement au Proche-Orient le Liban, qui est actuellement au point mort de sa politique, en deviendrait le point faible ; en effet, Israël pourrait y voir un terrain de confrontation idéal et l'armée syrienne serait dans une position vulnérable. C'est donc vital, souligne-t-on à Damas, que la reconstruction de l'Etat libanais soit menée à bien au plus vite, afin d'opposer, le cas échéant, un premier « barrage » face à Israël.

Jusqu'à présent, la priorité a été accordée au rétablissement de la sécurité. Bien que le ramassage des armes soit loin d'être achevé, les responsables syriens estiment qu'il faut abandonner maintenant l'aspect politique de la crise. Ils suivent avec intérêt les débats de la droite chrétienne sur les structures du Liban, des lors que l'unité du pays n'est pas mise en question, et ils attendent les réactions de l'autre partie libanaise aux idées qui sont lancées dans ce domaine.

Si un règlement du conflit du Proche-Orient peut apporter une solution au problème de la présence palestinienne au Liban, il n'est pas dit qu'il faille attendre cette échéance, car, affirme-t-on à Damas, les Palestiniens ne passent plus aujourd'hui sur la vie publique des Libanais. Contents dans les limites de leurs camps, comptables à Damas, et non plus à Beyrouth, de toute dérogation aux accords du Caire de 1969, contraints de rompre leur alliance avec la gauche libanaise, les Palestiniens ne devraient plus, selon Damas, constituer un obstacle à une solution « entre Libanais ».

M. Daoudy exprime les impatiences de la politique syrienne au Liban en ces termes : « On ne peut traher indéfiniment un infirme et l'on veut entreprendre une longue marche, et nous avons une longue marche en perspective, qu'elle aboutisse à la paix ou à la guerre. »

LUCIEN GEORGE.

AMÉRIQUES

Canada

M. Trudeau demande au Québec de faire un choix «clair, relativement rapide et définitif»

De notre correspondant

Montréal. — Ce n'est pas encore la guerre, mais la mobilisation ne saurait attendre. Telle est, en substance, la philosophie des propos tenus par le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, le vendredi 28 janvier, devant la chambre de commerce de Québec. Depuis de commerce de Québec, M. Trudeau a placé à la tête de la province un parti indépendantiste, le parti québécois. M. Trudeau n'avait pas prononcé de véritable plaidoyer en faveur du fédéralisme. Au lendemain de ce scrutin, il avait simplement défendu le statu quo et réaffirmé de façon assez rigide sa foi dans un Canada unifié. Cette fois, il est passé à la contre-attaque.

Il a fait avec sérénité et courtoisie, à l'exception de quelques points adressés à l'adresse du premier ministre québécois, M. René Lévesque. Ce dernier s'exprime avec vigueur, dans une langue bousculée, où la syntaxe ne trouve pas toujours son compte, avec une sincérité toujours évidente qu'il illustre de longues et fortes et simples. M. Trudeau, tout aussi sincère, a gardé, lui, d'une formation universitaire le goût des concepts et des citations, dans un discours d'un peu plus de trente minutes, prononcé devant quelque huit cents hommes d'affaires, il a successivement cité un proverbe portugais, le symbolisme du caractère chinois signifiant «crise», Ernest Renan, Thémistocle, Glide, Malraux et Shakespeare.

Les différences de caractère des deux «premiers» dans la crise que traverse aujourd'hui le Canada sont d'une importance décisive. L'un, M. Trudeau, se situe, selon ses propres termes, au niveau de l'État, des «peuples», et embrasse l'ensemble de «la nation canadienne», bi-culturelle mais unie. M. Lévesque, quant à lui, est l'homme d'un peuple, d'un vouloir-vivre collectif qui n'a pas encore trouvé une expression suffisante. Il ne prend guère de recul à l'égard des problèmes de la communauté qu'il représente. Ce qui me paraît fondamental, lui faut d'être extrêmement respecté et parfois même ad-

De notre correspondant

miré dans l'ensemble du Canada. La nature de ces deux chefs politiques explique sans doute que l'électorat québécois ait pu voter, depuis six ans en proportion croissante pour le parti québécois indépendantiste, au niveau provincial, cependant qu'il restait fidèle au parti libéral fédéraliste au niveau national. Cette dualité estime M. Trudeau, doit cesser un jour, et le jeu doit être simplifié. Soutenant que le Canada avait une histoire heureuse et relativement peu d'occasions de se prouver à lui-même qu'il voulait exister en tant que nation, M. Trudeau s'est réjoui de voir que la question «être ou ne pas être» était cette fois inévitable. «Choisir, vraiment, prendre une voie et écartier les autres, cela suppose la maturité et cela suppose la maturité», a dit M. Trudeau, «ce qui n'est pas possible, c'est de rester constamment dans l'indécision». Et ce choix, a estimé le premier ministre du Canada, «devrait être clair, relativement rapide et définitif». Aussi a-t-il pressé le gouvernement du Québec d'annoncer le plus vite possible la date du référendum sur l'indépendance que celui-ci s'est engagé à organiser.

Un défi électoral

Pour le premier ministre du Canada dans le «projet» qu'il tente virtuellement le gouvernement du parti québécois au fédéralisme, la charge de la preuve incombe à ceux qui veulent démontrer, a-t-il déclaré, en substance, que leur solution est économiquement, culturellement, linguistiquement préférable à la situation existante. A son avis, tous les objectifs du parti québécois, tels que M. Lévesque les a présentés à New-York mardi, sont, à l'exception de l'indépendance elle-même, réalisables dans le cadre de la Constitution actuelle. M. Trudeau a enchaîné sur un autre thème qui lui tient à cœur : «Ce qui me paraît fondamental dans la Constitution, a-t-il dit, c'est le respect des droits de

l'homme et de la femme, des droits humains. Et aussi le respect de l'aspect collectif de ces droits ; je pense à la langue, aux droits des régions d'exister. De tout le reste on peut faire abstraction».

Cette ouverture, sur le plan constitutionnel, est très remarquable : elle pourrait permettre de repenser dans son ensemble le problème des structures fédérales et peut-être de parvenir ainsi à faire l'économie d'une sécession du Québec. Mais la refonte complète de la Constitution prendrait des années, il est donc peu probable qu'elle puisse aboutir avant que n'ait lieu au Québec le référendum sur l'indépendance.

Le voyage de M. Lévesque à New-York n'a pas eu le succès escompté. Après son discours devant l'Economic Club, les valeurs de plusieurs entreprises ayant d'importants intérêts au Canada ont baissé à Wall Street. Les organismes américains qui déterminent la crédibilité des demandes d'emprunt ont décidé de réexaminer la situation du Québec.

M. Lévesque s'est plaint qu'une «cinquième colonne» d'hommes d'affaires canadiens ait prévenu contre lui l'auditoire de l'Economic Club. C'est dans le même style qu'il a expliqué la visite de M. Trudeau au Québec, en affirmant que celui-ci cherchait à retrouver dans cette province une popularité en baisse dans l'ensemble du pays. L'objectif du premier ministre fédéral est plus immédiat : il est venu donner le coup d'envoi de la campagne pour cinq élections partielles qui auront lieu au Québec au printemps et permettront de pourvoir des sièges de députés à la Chambre des communes d'Ottawa. M. Trudeau a affirmé qu'il considérerait ce scrutin «comme un mini-référendum». Le parti québécois, qui n'a jamais brigué de mandats fédéraux, est mal placé pour le combattre sur ce terrain.

ALAIN-MARIE CARRON.

RÉUNI EN CONGRÈS A STRASBOURG

Le P.S.U. poursuit et approfondit son débat sur le choix d'une stratégie

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Le dixième congrès national du parti socialiste unifié s'est ouvert vendredi 28 janvier à Strasbourg. Il se poursuit ce samedi avec la réunion des différentes commissions et sera clos dimanche soir après une séance plénière précédée d'une matinée par l'audition de différentes délégations et personnalités étrangères. Parmi celles-ci est attendu M. Leonid Plouchitch, le mathématicien soviétique doit prononcer un discours.

La première journée du congrès a permis au débat de fond de s'engager puisque l'affrontement entre les trois courants qui ont déposé des projets de résolution (le Monde du 28 janvier) s'est manifesté dès la présentation des différents rapports. M. Pierre Rénier, membre du bureau national, en résumant et commentant le rapport d'activité de la direction sortante (qui soutient le texte d'union), a exposé une stratégie d'alliance électorale avec les partis signataires du programme commun) à directement engagé le fer avec les partisans du texte B, vivement opposés à une telle stratégie. Ils préconisent pour leur part, la recherche d'une unité d'action avec le reste de l'extrême gauche «pour offrir à la classe ouvrière une alternative à la politique réformiste». M. Rénier a émis une mise en garde dont la portée n'est pas la sévérité. Il s'est employé à dépeindre la minorité comme composée des seuls membres de l'ancienne Alliance marxiste révolutionnaire, groupe trotskiste qui a fusionné avec le P.S.U.

Le débat ainsi ouvert, a pris plusieurs fois, un tour très vif et il a fallu à un autre représentant de la majorité, M. Gilbert Hervet, membre du bureau national, beaucoup d'optimisme pour assurer que le «P.S.U. bénéficie actuellement d'un processus d'homogénéisation politique». Après la présentation des rapports, la seconde partie de la journée a revêtu un aspect différent. Non que la polémique en ait été exclue, l'affrontement entre les trois conceptions, et surtout entre deux stratégies électorales, y est resté fort présent. Cependant, la tenue des débats s'est améliorée avec les interventions de MM. Michel Moussi et Maurice Najman, respectivement membre du secrétariat national et chef de file de la tendance A, et membre du bureau national et animateur du courant B. L'un et l'autre ont cherché à analyser la crise de l'extrême gauche et à définir le rôle du P.S.U. et les perspectives du courant révolutionnaire.

M. Moussi a expliqué qu'il existe une contradiction «entre le refus des normes et des valeurs de la société actuelle, et la difficulté de concrétiser ce refus dans une forme d'organisation révolutionnaire, et donc dans un projet politiques». «Les travailleurs, a-t-il noté, n'acceptent plus de voir leurs aspirations présentées en version sous-titrée par des organisations qui prétendent exprimer à leur place ce qu'ils pensent. (...) Construire un pouvoir populaire suppose la réalisation de deux volontés. La première est de respecter l'autonomie de ce pouvoir, la seconde est de réaliser l'union populaire. (...) C'est dans la mesure où nous serons autonomes que nous ferons avancer l'union».

Pour sa part, M. Maurice Najman a souligné que les travailleurs «ont l'expérience d'un certain type d'union, pour ne pas dire l'expérience de la trahison et de la désillusion». Il a ajouté : «La lutte des classes est différente, les luttes sociales marguent le pas (...). Cet attentisme, ces hésitations, ce découragement, peuvent donner un champ d'action aux forces les plus réactionnaires, qu'on les appelle nationales, populistes ou bonapartistes. La victoire électorale de l'union de la gauche peut être compromise (...). Il nous faut, en tant que parti politique, comprendre que cet attentisme est décourageant. Nous devons pour une part de la stratégie des partis du programme commun, de leur type d'alliances strictement électoralistes».

POLITIQUE

Ainsi s'est trouvé résumé le choix que devront effectuer les socialistes unifiés : soit une alliance tactique avec les partis signataires du programme commun, mais selon un rapport de forces peu favorable au P.S.U., soit le développement d'un «pôle révolutionnaire» autonome. Quant au courant C, ses animateurs prônent une reorganisation résolument «basiste» du fonctionnement du P.S.U. Ils estiment que la lutte des classes ne doit pas faire oublier une «lutte des couches», opposant ceux qui prennent les décisions à ceux qui les subissent. Sa représentante à la tribune du congrès, Mme Louise Malherbe, a pu souligner, à bon droit, qu'il n'était pas sans signification qu'une simple militante vint pour défendre cette thèse. «Le P.S.U., a-t-elle affirmé, doit être le parti des exploités. Il doit mettre résolument en avant les contradictions qui traversent les classes anticapitalistes au même titre que les autres, et non pas seulement l'opposition contre la bourgeoisie, même si cette opposition doit naturellement rester au premier plan (...). L'unité d'action avec le P.C. et le P.S. ne peut être que ponctuelle et même conflictuelle».

Le vote indicatif, dit «de prise en considération» des projets de résolutions, a donné 67 % des mandats au texte A, 32 % au texte B et 11 % au texte C.

(Publicité)

SUISSE - VALAIS

MONTANA, station été-hiver. A vendre dans immeuble résidentiel ALEXIA, au centre de la station, à proximité des remontées mécaniques. APPARTEMENTS de 2 et 3 pièces exécution très soignée, cuisine aménagée, cheminée, financement à disposition. Autorisation de vente aux étrangers. Appartements témoin à disposition. At. d'V-Coor - CH 3962 MONTANA

Ethiopie

littéraires demandent à la population de ne pas perdre espoir

MESSAGE DE NOUVEL AN du Président KIM IL SUNG

(La première partie de ce message a paru dans «le Monde» daté 23-24 janvier 1977)

Pour réaliser avec succès les tâches révolutionnaires qui nous incombent cette année, nous devons continuer à énergiquement promouvoir les trois révolutions. Sur la base des succès déjà obtenus dans l'accomplissement de celles-ci, nous devons approfondir et développer encore la révolution idéologique, la révolution technique et la révolution culturelle et mettre activement en jeu la force impulsive et l'intelligence créative des masses pour donner un nouvel essor à la révolution et à l'édification dans tous les domaines.

La situation dans notre pays reste tendue en raison des manœuvres de l'impérialisme américain et de la clique fantoche sud-américaine visant à provoquer une nouvelle guerre. Etant donné que l'ennemi poursuit ses complots d'agression, il faut que tout le peuple se garde de se relâcher le moins du monde dans sa vigilance révolutionnaire et se maintienne toujours prêt à intervenir. Les officiers et les soldats de l'Armée populaire et du Corps des gardes populaires sont appelés à renforcer encore la préparation de leurs unités au combat et à accroître leur combativité grâce à un correct exercice de combat et à une formation politique convenable, et à sauvegarder les postes de défense de la patrie avec sûreté.

Ainsi que nous n'avons pas accompli la grande œuvre de la réunification de notre patrie, nous avons encore pris congé d'une année et nous en avons salué une nouvelle. Réunifier au plus tôt la patrie partagée est la plus grande aspiration nationale de tout le peuple coréen ; plus les années se succèdent et plus le temps passe, plus cet impératif présente d'urgence.

L'année passée, en dépit de la répression fasciste incessante des gouvernements fantoches, la population et les personnalités démocrates et patriotes de Corée du Sud ont combattu sans fléchir pour la démocratisation de la société sud-coréenne et nos six cent mille compatriotes du Japon et nos autres compatriotes de l'étranger ont eux aussi vigoureusement lutté, dénonçant et condamnant les crimes antinationaux de la clique fantoche sud-coréenne, pour hâter la réunification indépendante et pacifique de la patrie.

Cette nouvelle année, tout le peuple coréen du Nord et du Sud et tous les Coréens vivant à l'étranger devront conjuguer leurs forces et s'unir étroitement selon le principe de la grande union nationale, et ainsi lutter plus énergiquement encore pour la réunification indépendante et pacifique de la patrie, muse commune de la nation.

Pour réaliser l'œuvre historique de la réunification de la patrie, il est très important de resserrer les liens et la solidarité avec les

peuples révolutionnaires du monde. L'année dernière, grâce à la juste politique extérieure et aux activités extérieures dynamiques de notre Parti et du Gouvernement de notre République, notre solidarité avec les peuples du Tiers-Monde s'est affermie plus que jamais et des mouvements de solidarité, avec la cause de la réunification de la patrie de notre peuple, se sont vigoureusement déroulés partout dans le monde. La Cinquième Conférence des peuples des pays non alignés, convoquée en août dernier à Colombes, a exprimé sa ferme solidarité avec la cause de la réunification de la patrie de notre peuple et adopté une résolution entièrement conforme à l'orientation de notre Parti en matière de réunification de la patrie. De plus, les comptes de solidarité avec la réunification de la Corée ont été constitués dans de nombreux pays de tous les continents du monde, notamment dans les pays du Tiers-Monde, au Japon, en France, en Belgique et aux Etats-Unis, et partout dans le monde, a fortement retenti le voix de la solidarité avec la lutte que mène la population sud-coréenne contre le fascisme pour la démocratie. Nous sommes très heureux de voir les peuples progressistes dans le monde intensifier de jour en jour leurs mouvements de solidarité pour nous soutenir et nous encourager dans notre œuvre de la réunification de la patrie.

A l'occasion du Nouvel-An, j'adresse, au nom de tout le peuple coréen, mes félicitations et mes salutations chaleureuses aux peuples progressistes et à nos amis dans le monde qui nous soutiennent et nous encouragent activement dans notre œuvre révolutionnaire.

Cette année aussi, nous nous emploierons activement à resserrer nos liens et notre solidarité avec les peuples des pays socialistes, les peuples des pays du Tiers-Monde et les autres peuples progressistes du monde entier. Cela doit conduire à enlever et à déjouer les complots des secessionnistes du dedans et du dehors pour la création de «deux Corées», à stimuler encore la voix de la solidarité internationale avec la lutte de la population sud-coréenne contre le fascisme pour la démocratie, à faire accepter par les Etats-Unis notre juste proposition de conclure un accord de paix et ainsi à inaugurer une phase encore plus favorable pour la réunification indépendante et pacifique de la patrie.

Les tâches révolutionnaires qui nous incombent cette année sont des devoirs militants bien glorieux et bien exaltants. Tant que notre Parti exercera sa direction clairvoyante et que notre peuple restera fermement armé des idées du Djoutché, nous ne manquerons pas cette année d'obtenir de brillantes victoires dans notre lutte révolutionnaire.

SARTRE ET LES FEMMES

«...elles ont toujours été au centre de mes pensées.»

Dans une longue et passionnante interview, Sartre raconte ce que les femmes ont représenté dans sa vie.

Les fiancées de 5 ans, la «maîtresse» de La Rochelle, Simone de Beauvoir, les amours contingentes...

LE NOUVEL observateur

En vente dès aujourd'hui.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

THE SUN

La reine au pays des enfants

Le quotidien londonien THE SUN a interrogé des écoliers anglais de huit à onze ans sur la reine Elizabeth II. Chacun d'entre eux se l'imagine à sa façon : « Elle mange du caviar », tous les jours, estime Ian Meekins (dix ans), tout en reconnaissant qu'il ne sait pas très bien ce qu'est le caviar. « Parfois, elle mange mon plat favori, de l'estomac de porc farci. » Selon une petite fille de huit ans, la reine prend chaque matin pour son breakfast un œuf « royal » parce qu'elle pond des poules vivants au palais.

« Pour sa part, Destina Kyriakou, âgée de neuf ans, pense que la reine dort dans un grand lit tout rose qui disparaît dans le mur de la chambre quand on appuie sur un bouton. Alex Hendy (dix ans) affirme que, dans son grand château, la reine a cinq chambres à coucher pour elle toute seule. Quand elle veut en changer, elle appelle ses serviteurs et dit : « Portez-moi dans une autre chambre. »

« Les opinions varient quant aux occupations de la reine. « Elle se fait rien et se contente de se promener », dit l'un. Un autre croit que le matin elle pose un peu l'aspirateur, puis elle va regarder sa fille faire du cheval. Enfin, le petit Mark dit qu'elle va se faire admirer par le peuple pour être célèbre. »

la Repubblica

Les méfaits du seigneur de Naples

Le théâtre San Carlo, à Naples, est aussi célèbre que le Scala de Milan, et plus ancien. Si la direction de la Scala appartient traditionnellement aux socialistes, les responsables artistiques sont choisis selon leurs compétences réelles. Au San Carlo, c'est la démocratie chrétienne locale qui comble tous les postes de commande. Son grand homme, c'est Antonio Gava, plusieurs fois ministre et seigneur de Naples après son père.

« Au San Carlo, écrit LA REPUBBLICA, quotidien romain de gauche, Antonio Gava a réussi un de ses numéros les plus difficiles : il a fait engager un directeur d'orchestre qui ne savait pas lire les notes. Il s'appelle Gigi Campanino et possède le night-club « la Mela » où Gava passait ses soirées en compagnie de jeunes gens prospères. Il avait la passion du podium. Chez lui, devant d'énormes miroirs, il s'exerce à diriger des orchestres. Au San Carlo, on lui donna à diriger des représentations. Il remuait les bras ; c'était un fort bel homme et les femmes en tombaient amoureuses. L'orchestre jouait pour son propre compte. Cela dura un an, jusqu'à un jour où il se mit en tête de diriger la première de Carmen. Il n'y eut pas moyen de l'en dissuader. Le directeur artistique démissionna par protestation. Les socialistes le soutinrent en promettant de soulever un scandale au Parlement. Ils n'en firent rien. »

The New York Times

Chers citrons et oranges givrés

La Floride vient d'être proclamée zone sinistrée, écrit le quotidien new-yorkais indépendant NEW YORK TIMES. « Mais pour les producteurs d'agrumes — le groupe le plus important de la communauté rurale — les gélées qui ont détruit de 15 à 40 % de leurs récoltes ont été une déflation déguisée. »

« Les ménagères passeront un peu plus au supermarché, mais les producteurs pourront peut-être terminer l'année avec des bénéfices et non des déficits (...). La mère nature a apporté la correction qui nous était nécessaire », dit l'un d'eux. Elle a fait ce que nous n'étions pas à même de faire : contrôler la surproduction, ce qu'on préfère appeler « la sous-vente » (...). Avant les gélées, la récolte avait été estimée à près de 215 millions de caisses de 40 kilos. Or les producteurs californiens sont fort effrayés : la région de Polk produit à elle seule davantage d'oranges que le reste de la Californie et plus que l'Espagne et Israël pris ensemble. La Californie expédie chaque année plus de 45 millions d'agrumes pour chaque homme, chaque femme et chaque enfant aux Etats-Unis (...). Avec les pertes dues aux gélées, il devrait rester encore cette année une récolte de l'ordre de 175 à 180 millions de caisses, chiffre bien plus proche de la demande que celui de la récolte écoulée avant les gélées. Et les prix montent déjà (...).

PROPERTY AND FINANCE

Des Blancs sans bienveillance

Le manuel rhodésien PROPERTY AND FINANCE, qui reflète les vues des Européens d'extrême droite, critique violemment le principe du transfert du pouvoir à la majorité africaine : « Le contributeur britannique, déjà particulièrement éprouvé, suit maintenant que toute l'affaire de la conférence de Genève lui a coûté au moins 300 000 livres, dont les quatre cinquièmes sont allés en billets d'avion de première classe, en objets de luxe, en confort et en petits profits (y compris les alcools et les femmes) pour des Noirs bavards qui, grâce à la bienveillance des Blancs, sont passés du fumier à la moquette. »

Après avoir parlé de l'« odeur » des Noirs, le magazine, dont le racisme ne s'embarrasse décidément pas de nuances, poursuit : « Lorsque l'un des politiciens noirs les plus influents est revenu de Genève le mois dernier, ses valises ont été fouillées. L'officier des douanes a découvert des montres en or, ainsi que de la lingerie, des verres, des cendriers volés dans l'hôtel où il était descendu — mais on l'a laissé rapporter cela dans son pays. »

HELSINGIN SANOMAT

Ordre public ou paix du foyer ?

« Depuis que le conseil municipal de Tuusniemi, une bourgade de 450 habitants de la province orientale du Savo, a décidé, il y a trois mois, d'interdire la vente de la bière n° 3 sur le territoire de la commune, les retraités ne remplissent plus les bars aux aurores et la jeunesse ne s'y bouscule plus au crépuscule », rapporte le plus grand quotidien finlandais (indépendant), HELSINGIN SANOMAT.

« La police est satisfaite, mais les commerçants et tenanciers de cafés font leurs comptes. (...) Depuis l'interdiction de vente de la bière n° 3, il n'y a plus que cinq personnes par mois emmenées au commissariat pour « troubles de l'ordre public », alors qu'il y en avait vingt en 1974 et dix-huit en 1975. Mais la police reste appelée aussi souvent qu'avant pour « troubles de la paix du foyer », ce qui paraît prouver que, au lieu de s'enfermer au bistrot, on s'enferme à la maison. En effet, pour s'approvisionner en bière n° 3, il suffit d'aller à quelques mètres des limites communales, là où s'arrête le camion d'un magasin ambulant, et ramener tranquillement son casier de bière à la maison. »

Lettre de Berlin

D'UN SECTEUR L'AUTRE



POUR tourner son dernier film, Portrait de groupe avec dame, d'après le roman d'Heinrich Böll, le cinéaste Alexander Petrov, est allé chercher à Berlin — la poésie des ruines. Choix judicieux : plus de trente ans après, l'ancienne capitale du Reich est, en effet, l'une des rares villes d'Europe à porter encore — bien visibles — les stigmates de la guerre. A l'ouest, la fameuse avenue Kurfürstendamm débouche sur un édifice terriblement mutilé : l'église commémorative de l'empereur Guillaume, dont il ne reste qu'un clocher décapité. Non seulement les Berlinois n'ont pas honte de cette ruine, mais ce sont eux qui ont tenu à la conserver, comme un témoignage criant de la barbarie des temps.

Pour souligner la valeur du symbole, un architecte contemporain a rebâti autour d'une nouvelle église totalement dépourvue d'ornements, austère jeu de construction de verre et de béton. C'est là, dans la lumière bleue des vitraux, que chorales et orchestres se succèdent en fin de semaine pour des concerts indifféremment profanes ou sacrés. De toute façon, la musique est toujours sacrée en Allemagne : de l'autre côté du « mur », dans l'église évangélique Sainte-Marie, d'autres chorales se produisent également le samedi soir, avec au programme les mêmes auteurs, Bach, Mozart, Beethoven...

Incendée une première fois par l'ordre de Hitler, ravagé par les bombardements de la deuxième guerre mondiale, le Reichstag a été relevé de ses ruines et il abrite aujourd'hui, des salles de conférences ultra-modernes où alternent colloques et congrès. Mais la guerre et ses séquelles rôdent encore. Les lourdes colonnes qui soutiennent la façade demeurent criblées d'éclats et, surtout, le Reichstag se trouve littéralement le dos au mur, ce tristement célèbre « mur de la honte » qui, sur 45 kilomètres, coupe la ville en deux.

Depuis les larges baies vitrées aménagées dans les ailes de l'édifice, les congressistes peuvent contempler chevaux de frise, miradors et chicanes que les autorités de Berlin-Est ont multipliées derrière le « mur ». En quittant l'ancien Parlement du Reich, ils passent devant quelques croix de bois que des mains pieuses ont plantées fleurir : les tombes des citoyens morts pour avoir voulu ignorer les lois de la guerre et de la politique. Certaines croix sont déjà anciennes (1963, 1965), d'autres, fraîchement peintes, portent des dates récentes : 1974, 1975. Les Berlinois ne se résignent toujours pas à la déclinure.

A deux pas du Reichstag, à l'extrémité orientale du Tiergarten, le bois de Boulogne berlinois, se dresse un mausolée frappé de la faucille et du marteau. C'est le monument dédié aux soldats soviétiques morts pour la patrie. Edifié pendant les quelques semaines qui ont suivi la prise de Berlin, en avril 1945, alors que la ville n'était pas encore divisée en secteurs, le monument soviétique se trouve maintenant en zone britannique.

Or, depuis un attentat qui a coûté la vie à l'un des hommes en faction — cadets de l'académie militaire de Moscou amenés toutes les deux heures de Berlin-Est par car spécial — l'accès au mausolée est interdit, et la police ouest-allemande a installé une barrière et un poste de garde. De sorte que les combattants de l'armée rouge tombés au champ d'honneur sont gardés en même temps par deux sentinelles soviétiques — amitiées dans des casques pour affronter les bourgeois — elles-mêmes surveillées par des soldats britanniques qui font les cent pas autour de l'enclos grillagé, sous l'œil débonnaire d'un policier allemand confortablement installé dans sa guérite...

Elle parle un peu français, avec un excellent accent. Pendant deux ans, elle a tenu la maison d'un professeur à l'Alliance française. Au début, il était charmant, il ne connaissait rien du Chili, et lui laissait beaucoup de liberté.

« J'étais comme sa sœur. » Elle tenait les cordons de la bourse. Elle avait du temps pour étudier. Elle a pu terminer ses études secondaires. Puis le Français a changé. Il s'est acclimaté au Chili, à un certain genre de rapports humains. Il ne lui laissait presque plus de temps pour étudier.

Depuis plusieurs mois elle n'a pas de travail. Pas d'argent pour payer l'université.

Immeubles fin de siècle épargnés par les bombes, qui se dressent isolément dans la morne plaine des terrasses vagues, comme autant de « buttes-témoins » d'une cité qui, naguère, bourdonnait d'une intense activité, ponctuée par le passage sonore du métro aérien et des tramsways. Seules constructions récentes dans cette portion délaissée de Berlin-Ouest, l'énorme vaisseau jaune de la « Philharmonie » (salle de concert) et la structure de verre et d'acier de la nouvelle « galerie nationale », où sont exposés les chefs-d'œuvre de la peinture et de la sculpture contemporaines.

A l'approche de « Charlie Point » (la principal point de passage entre les deux Berlin), le tissu urbain se resserre, et l'on pourrait presque se croire au beau milieu de Kreuzberg, le seul vieux quartier encore à peu près intact — et aujourd'hui pris d'assaut par les étudiants démunis et les travailleurs turcs. Au terme du parcours occidental de la Friedrichstrasse flotte la bannière étoilée, qui marque la limite du secteur américain. De l'autre côté, les autorités de Pankow ont hissé les couleurs de la République démocratique allemande, bien que l'on soit en principe dans le secteur soviétique du « Gross Berlin », toujours soumis au régime quadripartite...

Jusqu'en 1^{er} janvier, les étrangers (non allemands) pouvaient passer les contrôles munis de leur passeport, moyennant le paiement d'un minimum de 6,50 deutschemarks (13 F). Mais ils ne pouvaient déjà pas rester à Berlin-Est plus de vingt-quatre heures ni passer la nuit à l'hôtel. Les autorités est-allemandes considéraient aujourd'hui Berlin-Est comme partie intégrante de la R.D.A., de sorte qu'il faut un visa pour s'y rendre, malgré l'accord quadripartite ratifié en 1971.

Ces mesures n'empêchent pas la main-d'œuvre turque (et accessoirement grecque ou yougoslave) d'envahir chaque week-end Berlin-Est. Les couples en

Aux postes de contrôle successifs, les policiers allemands n'ont affaire qu'à de bruyantes cohortes de Méditerranéens sans complexes, rompus de longue date aux complications de la géopolitique. Avec un peu de patience, tout le monde finit par passer, même le magazine turc qu'un douanier soupçonneux essaye en vain de déchiffrer...

De l'autre côté du « mur », c'est le même spectacle éternel d'immeubles plus ou moins abandonnés, d'égales avenues et de sombres entrepôts. Et l'on débouche soudain sur une large avenue, Unter den Linden, bordée d'immeubles massifs de style néo-classique. Ici, le cœur monumental du Vieux Berlin a été épargné : bibliothèque municipale, théâtre, musées, ministères se dressent comme aux plus beaux jours de la splendeur prussienne, sous le regard bienveillant des barons de Humboldt, les deux frères savants dont les statues ornent l'avenue.

Au pied d'un petit mausolée aux colonnes doriques, on croit apercevoir d'autres statues. Non, ce sont deux militaires est-allemands qui, baïonnette au canon, gardent l'entrée du monument dédié au Soldat Inconnu. Leurs uniformes lédgers, leurs bottes noires et leurs casques — moins enveloppés tout de même — rappellent fâcheusement une autre armée... Et pourtant, le mausolée est consacré « aux victimes du fascisme et du militarisme ». Un militarisme qui, par rapport à la partie occidentale de Berlin — entièrement démilitarisée — semble bien se porter dans la partie orientale. En fait, Berlin-Est est devenue une ville de garnison où l'on ne peut faire trois pas sans rencontrer un uniforme. Les soldats vont par deux, en capote et chapska de style soviétique, ou bien par couples mixtes — les jeunes filles de R.D.A. ne semblent pas réfractaires à l'uniforme pour sortir avec leur ami de cœur.

Le samedi soir, dans les rares restaurants disponibles, on se bouscule pour dîner et danser. Les vieux messieurs stricts et les dames en robes longues ne sont pas les derniers à se débarrasser aux abords de la musique pop et rock. Mais le haut lieu des grandes soirées reste encore le building ultra-moderne du palais de la République, dont les lumières fastueuses se reflètent dans le Sprea. Dès 19 heures, le samedi, les couples en

tenue de soirée affluent, qui pour voir une pièce de théâtre, qui pour assister à un concert, qui pour dîner au restaurant. Les jeunes en bleu-jeans — et bien sûr les inévitables militaires — déambulent le long des galeries, éblouis par la débâche de marbre, de lustres et de moquettes. Aux toiles exposées, ils ne jettent que des regards distraits, apparemment inattentifs à la mâle beauté du réalisme socialiste. En revanche, ils lorgnent avec insistance les femmes débarrassées de leurs manteaux...

S'ils ne trouvent rien de mieux à faire, ils iront tenter leur chance dans une cafétéria d'Alexander Platz — où les places assises sont rares ; ou bien, s'ils viennent de province, ils finiront la soirée au « télecté », le restaurant tournant situé dans la tour de la télévision, à 207 mètres du sol. Mais, là encore, il faut faire la queue et attendre son tour.

Les Berlinois du secteur oriental semblent avoir pris leur parti des files d'attente. Le dimanche, ils s'agglutinent aux portes des grands magasins avant l'heure d'ouverture, dans l'espoir d'être les premiers à saisir l'occasion du jour. Dès l'ouverture des portes, on se rue sur les stands, qui sont protégés des excès de la clientèle par d'épaisses vitrines. Dans ces magasins à grande surface, le vol à l'étalage est donc impossible.

Se restaurer présente aussi d'immenses difficultés, car, en week-end, les établissements spécialisés sont pris d'assaut. Pour les plus courageux, qui ne craignent ni le vent, ni la froidure, ni les bourrasques de neige, il existe une possibilité : les stands à ciel ouvert, où l'on vend des milliers de poulet poêlés, sur une tranche de pain. En choisissant bien son encadrement, on peut déguster son sandwich relativement tranquille, malgré la bousculade. Mais n'allez pas dire à un Berlinois de l'Est qu'il prend des habitudes américaines, cela lui fera beaucoup de peine. Et ce n'est pas tout à fait vrai.

ROGER CANS.

● RECTIFICATIF. — Dans la lettre de Damas de Jean-Pierre Peroncel-Rogez parue dans le Monde daté 23-24 janvier, une ligne incorrecte a rendu incohérente une citation du poète égyptien Ahmed Hawagi dont le texte complet était : « Sans Damas l'ordre n'est pas été Bagdad, n'est pas connu les splendeurs des fils d'Abbas. »

CHILI

MARIA DE LOS ANGELES

NOUS avons eu juste le temps de nous apercevoir que nous nous étions souillés. Déjà la foule nous entraînait chacun de notre côté. Nous sommes-nous retournés ensemble ?

Un visage délicat, si pur, que les yeux sombres et les boucles noires ont l'air de flotter autour d'un sourire.

Elle est venue avec sa sœur chercher du travail à Santiago. Sa famille habite un village non loin. Quel genre de travail ? Elle sourit en haussant les épaules : un peu n'importe quoi.

« Nous sommes une famille très pauvre. » Un tricot noir, des pantalons noirs très bien coupés. Un maquillage et une coiffure simples et élégants. Vingt-trois ans.

Nous marchons au hasard tous les trois, la sœur silencieuse. Un cinéma : *Autant en emporte le vent*... Je les invite à y entrer. Pour mon budget d'Européen ce n'est pas très cher. Et elles disent qu'elles ne sont jamais allées au cinéma. Elles acceptent. La séance commence une heure plus tard. En attendant nous allons prendre un café.

Elle parle un peu français, avec un excellent accent. Pendant deux ans, elle a tenu la maison d'un professeur à l'Alliance française. Au début, il était charmant, il ne connaissait rien du Chili, et lui laissait beaucoup de liberté.

« J'étais comme sa sœur. » Elle tenait les cordons de la bourse. Elle avait du temps pour étudier. Elle a pu terminer ses études secondaires. Puis le Français a changé. Il s'est acclimaté au Chili, à un certain genre de rapports humains. Il ne lui laissait presque plus de temps pour étudier.

Depuis plusieurs mois elle n'a pas de travail. Pas d'argent pour payer l'université.

« Il n'y a pas de bourses ? »

— Non. — Il y en avait avant le coup d'Etat de 1973 ?

Elle dit : « Oui », rapidement, en jetant de côté un coup d'œil inquiet.

Elle s'exprime avec vivacité et précision. Si je cherche un mot, elle le devine immédiatement. De temps en temps, elle me reprend en souriant.

Que peut-elle faire pour s'en sortir ? Je suggère des projets qui me paraissent aussi bêtes. Journe fille au pair en France. Mais le prix du voyage ? Elle sourit tristement. Aller par la route jusqu'à Rio-de-Janeiro, ça fait une importante économie. Mais le prix de l'avion de la jusqu'en Europe reste fabuleux pour elle.

« Nous sommes une famille très pauvre. »

Et très nombreuse. Elle veut aider ses parents. Et les Etats-Unis ? Le voyage peut se faire entièrement par la route. Je lui raconte l'histoire d'une amie française arrivée à Washington sans argent et sans savoir un mot d'anglais. Je l'assure qu'il y a encore suffisamment d'Américains prêts à aider une fille comme elle. Son regard devient songeur. Pense-t-elle quelque chose du genre : du boniment de gringo pour les gringos ?

C'est l'heure d'aller voir *Autant en emporte le vent*. Nous nous asseyons, elle au milieu, sa sœur à gauche, moi à droite. Très vite le film me gêne. Les minauderies de Vivian Leigh et d'Olivier de Havilland, cette atmosphère de luxe.

Je chuchote : « C'est très nord-américain. » Elle sourit.

« Oui, un peu chargé. »

Vers la fin toute la salle renifle en mordillant des mouchoirs. Elle et sa sœur se tordent. Je les regarde plus attentivement. En

fait elles sanglotent et se tordent de se voir sangloter.

Au moment de nous séparer, dans la nuit, je lui demande si elle compte revenir le lendemain. Oui, pour chercher du travail. Nous nous donnons rendez-vous.

Que suis-je venu faire une semaine au Chili ? Je n'ai pas préparé mon voyage, je ne prends pas de notes. Je n'ai pas sélectionné, je ne veux pas sélectionner, je voudrais que tout le monde ait sa chance. Mais souffrir de ne pas vouloir être un touriste ? Dans un pays où une phalange d'hommes aux visages morts ont forgé un système qui broie ou mutilé les autres.

Le lendemain, un peu avant l'heure, je suis à l'endroit convenu. Le temps passe. Je me rappelle qu'elle ne portait pas de montre. Et en Amérique du Sud on ne vit pas dans la ponctualité pressée et pressante de l'Amérique du Nord. D'ailleurs moi-même, il m'est arrivé déjà. Tout à coup je ne sais plus. Le rendez-vous était-il à 1 heure ? Je n'ai pas noté. S'il était à midi... Je ne connais pas son nom, pas même son prénom. Je sais que jamais elle ne comprendra.

A 3 heures, je m'en vais. Je dois rentrer une place dans un collectif pour aller en Argentine. Et il faut aviser la police vingt-quatre heures à l'avance.

Je reviens à mon hôtel. L'homme de la réception me dit qu'une fille est passée pour moi. Ce ne peut être qu'elle. Je lui ai déjà dit le nom de mon hôtel. N'a-t-elle pas laissé un message, son adresse ? Non. Elle vient de s'en aller. Je cours à travers la foule des rues silencieuses. Je retourne à l'hôtel. N'a-t-elle vraiment rien laissé, pas même son nom ? L'homme se rappelle soudain :

« Elle a dit qu'elle s'appelait Maria de Los Angeles. »

FRANÇOIS YTURBE.

AUJOURD'HUI
LES ROUTIERS SO
Max, les camio

Les routiers sont sympas. Et pour le dire, il faut aller voir Max, les camions. Max, c'est un studio, un lieu de rencontre pour les routiers, un lieu où ils se retrouvent, où ils se parlent, où ils se racontent leurs histoires. Max, c'est un lieu de vie, un lieu de partage, un lieu de solidarité. Max, c'est un lieu où les routiers se sentent à l'aise, où ils se sentent compris, où ils se sentent écoutés. Max, c'est un lieu où les routiers se retrouvent, où ils se retrouvent, où ils se retrouvent.

DU COTÉ DES MEDIAS

Quand Arma



Le 21, 22 et 23 janvier, Armand a présenté, pour la première fois, le film « Le Lion, le Roi et le Prince ». Réalisé et tourné à l'époque de Gatti et des gros salaires, le film raconte l'histoire d'un homme qui a tout perdu, d'un homme qui a tout perdu, d'un homme qui a tout perdu.

Le film a été projeté à l'occasion de la manifestation « Le Lion, le Roi et le Prince ». Le film a été projeté à l'occasion de la manifestation « Le Lion, le Roi et le Prince ». Le film a été projeté à l'occasion de la manifestation « Le Lion, le Roi et le Prince ».

Le film a été projeté à l'occasion de la manifestation « Le Lion, le Roi et le Prince ». Le film a été projeté à l'occasion de la manifestation « Le Lion, le Roi et le Prince ». Le film a été projeté à l'occasion de la manifestation « Le Lion, le Roi et le Prince ».

هكذا من الأصل

LES ÉCRANS DE L'ÉTRANGER

Paolo Grassi, de la Scala à la RAI

un rouleur d'une prison française où il se trouvait à cause d'un accident qui l'avait sans nouveau. Max, levant un appel à la radio, avait réussi à se faire la caution exigée. Une fois, grâce à Max, le coureur nombreux à la reconnaissance d'un ligard — un pail : les rhinocéros devaient tous

Max exploite sont comités, amabilité. L'aventure, lui, il se procuration. Chaque rouleur devient le qui qui le récit de ces mille péripéties ; et Max attend le dénouement de problèmes. Max voit à vite résoudre. Bonheur du empasse. Bonne conscience qui rassure : « Il existait tout de même à. Au place, j'aurais fait pareil. O accore : « Si on venait lui parler de moi... » C'est presque une idole. Max. Peut-être un simple, l'exploite. Après un carrière de théâtre commencée au Conservatoire il vite terminée pour raison d'échec, Max lui petits métiers ; ses débats la radio ont pu être vraiment brillant, il l'avoue. 1972.

R.T.L. lui coiffe 80 à 21 heures. Mais, roulers sont, c'est un peu une geignre. Comme on ne change pas de un detasse, titi, un gâtre, il a repris le titre, j'ai la carte

Vedette ? Non. Et surtout, ne pas accuser la démolition. « Je ne suis pas en fait, je ne flâtie jamais ce qu'il y a de moi. Je pense, ni m'en sera. » Malgré cela, ne syndicalistes ne l'aiment guère. Il répond : « Je ne suis pas en portier politique, socio-professionnelles sont ici hors du sujet. Il serait facile de dire nous contentons : bloquez la

« Je réclame. » Max est un homme de bonne radio, de bonne radio, de bonne radio. Non, un médiateur de service. Il rit. On ne plaide pas avec l'entraide, non, ce n'est pas boy-cottisme. « Le soir, l'en- votre », lui écrit une solécisme dix-sept qui prie pour lui.

MATHILDE LA

« Du lundi au vendredi, R.T.L. heures.

Il n'est pas facile au moment d'interviewer M. Paolo Grassi. A peine entré en fonctions, le nouveau président de la radio-télévision italienne a adopté un style évasif qu'on ne peut considérer pas si « insuffisamment courtois » et destructeur « d'étudier les dossiers ». On ne lui arrachera aucune de ces formules à l'emporte-pièce qui ravissent hier les journalistes et faisaient parfois trembler les murs de sa résidence de la rue de la République. Tantôt de la Scala, maintes fois dévalé trop tôt ses batteries ? Ou n'a-t-il effectivement pas eu le temps d'ajuster sa nouvelle casquette, compte tenu du départ précipité — et non éclairé — de son ancien Président ?

Le nouveau directeur, quatre points communs avec son prédécesseur : comme lui, il est socialiste, originaire des Pouilles, jaloux de son franc-parler et doté d'une silhouette massive. Mais aucun de ces attributs n'explique le départ de Fun et l'arrivée de Grassi.

Pourquoi lui ? « Le succès passe de ce côté, au lieu d'être réorienté en 1972 », qu'il se dit.

Le *« Social »*. Peut-être a-t-on cherché, dans une vision plus acérée et plus européenne de la RAI, quelqu'un qui eût à la fois un esprit politique et une certaine indépendance, un homme de parti évidemment, mais étranger aux courants du parti, quelqu'un de « très actif et connaît les problèmes de l'information... »

Et pour couper court à cette députation qui risquerait d'être confondue avec un antipodique, il ajoute : « Je ne prétends pas un génie. Ce serait d'ailleurs un... »

Génie ou non, M. Paolo Grassi est considéré — malgré ses déplacements — comme un excellent « manager culturel », sans doute le meilleur d'Italie. Mais la radio-télévision italienne ne peut-elle pas être plus européenne ?

« Il y a encore des frictions », dit le secrétaire administratif de cette grande maison où mille trois cents citoyens, répartis dans plusieurs villes, travaillent surtout par téléphone.

Le nouveau président n'est pas venu sur Oran, beaucoup d'importance dans les colloques.

■ RAI — nomination simultanée d'un catholique de gauche, M. Giuseppe Gisenti, comme directeur général. Le tandem RAI-RAI-TV est-il devenu officiel ?

■ On pourra le Messie dans une institution qui n'en finit pas de se lamenter sur elle-même : « On dit trop de mal de la RAI, considère son nouveau président. Elle n'est pas pire que les télévisions étrangères, qui ont aussi leurs poudres, nous pourrions nous la reconstruire — ce serait ridicule, — mais y retourner les valeurs inconnues qui dorment. Nous pourrions exciter la volonté et la fantasia, peut-être rendre l'Oréal aux journalistes, cette maison. Au fond, il faudrait pouvoir faire passer la radio à la radio ! » avec la même Hérédia qu'on le dit d'un grand journal.

Aragon et Balhaus

■ RAI-TV, à un moment, tout depuis le printemps 1975, qui a marqué la fin du régime démocrate-chrétien sur les ondes. Elle dépend du Parlement et non plus du pouvoir exécutif. Les ministres, pour partie de la majorité de centre gauche s'y sont néanmoins partagé le pouvoir, avec une chaîne de télévision « laïque » et une chaîne « catholique ». M. Grassi accepte-t-il cette distinction ?

■ La réforme a été conçue ainsi. On ne m'a évidemment pas appelé pour la détruire. Cela dit, elle mérite d'être approfondie et traduite par une véritable entrée en place la deuxième phase de la réforme. Avec des chaînes concurrentes, dans le bon sens du mot. Il est inutile de financer deux équipes qui donneraient à peu près le même produit. Les deux chaînes doivent être complémentaires, sans être les contraires l'une de l'autre. Le vrai pas à une chaîne de gauche et une chaîne de droite, qui approchent et se rapprochent catholique.

■ M. Aragon plutôt que de M. Balhaus, qui parierait tout, intelligemment.

■ Grassi veut bien reconnaître que la RAI — qui par rapport aux chaînes françaises donne une

«... plus sobre... plus complète... plus...
ajoute même : « impossible » et en voyant moi « courrait enco-
re du public...
s'égard ». La RAI, explique-t-elle, « a été contaminée comme d'au-
tres organismes sociaux par le bu-
reau de la presse soviétique. Elle
devrait produire davantage, amé-
liorer la qualité et dépenser moins
d'argent. Nous sommes submer-
gées de « tables rondes » et de
discours. Il faudrait des images et
des faits pour toucher l'imagina-
tion et la faire la part de la vérité ».

M. Grassi distingue populaire de
popolo, qui est péjoratif. « J'en-
tends populaire dans le sens étymo-
logique : langage, non litté-
raire, non chiffré, non ennuyeux ».

La presse populaire, dit-elle, a
été créée par le général de Gaulle.
C'est d'ailleurs le seul moyen, dit-
elle, de soutenir le monopole public
fortement établi en Italie par
les stations libres et les télévisi-
ons étrangères. « On ne le défend
pas seulement avec des lois, mais
avec des lois et des lois. On doit
travailler derrière la ligne muni-
cipale de la monopole. C'est comme au
théâtre, nul ne peut venir de-
vante, nul ne peut devancer. Quand
la RAI provoque des incidents de
qualité, on la regarde, mais on ne
peut pas franchir la frontière. C'est
pour la première télévision d'Europe
à la Scala, toute l'Italie est
devant le spectacle. On a eu un
bon succès. Mais la RAI est en retard ».

Autre constat : la Norma, que
des millions d'étrangers ont égale-
ment copiée ici.

Au-delà de la RAI, souligne-t-
elle, c'est une Italie en crise qui
peut ainsi s'affirmer : « Le mono-
pole est une forteresse, est un moyen
qui permet avec les satellites
d'être avec nous la présence
d'un monde avec la présence
fraternel, ce qu'il y a de meilleur
notre pays. Nous avons mal-
heureusement une capacité sui-
cidaire de présenter une Italie
il faut récupérer une confiance
en soi, traverser les frontières, ré-
cupérer la confiance que nous
appartenait, et la RAI nous aide
à cet égard un instrument extraor-
dinaire ».

ROBERT SOLÉ.

Quand Armand Gatti met des immigrés en «état de création»

VENDREDI, 20 h. Il pleut toujours à Montbéliard, une pluie qui tombe sur des plaques de neige, tout de suite détrempées. L'Assommoir des Mées, pas loin du Centre culturel, et gens arrivés peu à peu, les petits ou pas. L'Assommoir, dans une veste de marin, les gens en bataille, les mains, les yeux, comment, il est tout à l'heure et il n'est pas passé chez les espagnols ? Ce soir on projette *Le mal*, film polonais, les espagnols ont été du pout, les espagnols ont été de la vauka, pour charmes après : jusqu'à l'heure du matin. La projection du film est très tragique, les géorgiens sont en regardant leur film : *Le Tohinglaradz*, le naitre, qui a été un jeune homme épouser une femme de trente-cinq ans de son âge, et il est très triste. Il voit parcourir le film géorgien — qu'il a la projection — les deux. Les projections continuent, et les cercles d'un genre à l'autre, la femme parfaite parle en une épreuve, mais les géorgiens, les géorgiens, les géorgiens sont pour regarder les films. Ce soir, il y aura lieu de dimanche.

à mener son action à la base, en dehors des appareils syndicaux et politiques (ce qui ne veut pas dire que les militants ne se soient pas exprimés, au contraire, mais pas seuls). Gastil cherche les individus et non les collectivités « qui sont la négation de l'unité collective », et parce que « tout ce que l'on dit sur la lutte des classes ne colle pas forcément avec le vécu des familles » : « On s'est aperçu que le phénomène culturel avait une importance, et on est parti de là, on pense que ce qu'il y a de plus subversif, c'est de mettre un individu en

Il est arrivé seul

Il est donc parti un jour, il a
arrêté Glauco dans la rue pour qu'il
l'accompagne pendant l'attente. C'est étrange, car
Luca venait d'écrire le jour-là qu'il
lire à [] et -o! []
pourquoi il fallait faire un film. Luca
a amené ses amis. La rencontre avec les
Georgiens s'est faite dans l'une des
séances, celle de la semaine dernière.
Tobezakidze, Charles, Zadzguine, Michel
Tchingidze... Gatti avait mis aussi une
affiche : « Un film, la vôtre » ; Radovan,
le Yougoslave, est arrivé aussi, il venait d'être
renvoyé de l'usine Peugeot pour avoir traité
les portiers de voiture sur la chaise au
bureau de la gare. Il avait aussi, au
su vu, de ce qu'il attendait de la vie, de la
Yougoslavie et de la France. Les Maghrébins,
au contraire, sont venus à trois
d'abord, ils étaient bientôt cent aux
réunions à discuter de la Sécurité sociale, de
la vie quotidienne, du racisme, de la religion,
de la culture, de la vie, de la mort. Les
écrits trahissent des aspirations. Gatti, par
nécessité, n'a tourné que le premier.

L'oncle Salvador

On ne voit pas ces courtoisies, comme chaque fois qu'on se bat avec l'un ou l'autre des adversaires, qu'on se livre à quelque chose de véritablement beau, qui suscite des critiques en même temps qu'à enthousiasmes et un peu de tristesse, qui bouleversent un peu le monde. Les difficultés sont donc difficiles à aligner, les imperfections artistiques ou idéologiques (les répétitions, la confusion) à aligner les imperfections de la vie, sinon les imperfections, les calligraphes, les imperfections permanentes de toute vérité.

Un passé retrouvé

On ne peut pas dire qu'il n'y ait une histoire racontée, car il y a un quotidien montré, sur lequel se disputent les seigneurs, à leur tour, et c'est de la sorte que le monde est retrouvé, le monde qui se construit et se divise en deux camps opposés, tout cela est une œuvre apparue, et on sent que le passage de l'extérieur à l'intérieur, du monde au monde (image et son) à l'âme, d'un point de vue à plusieurs, du film à l'histoire du film, est une théorie, et l'on n'en a pas une seule, on a des conceptions et qui sont si élargies et si profondes, et qui peuvent être si compliquées, et si simples, et quand on voit les Polonais, du gris à la couleur.

On ne saisiit pas tout et l'on se perd parole
ces histoires, prèssée comme dans
un labyrinthe; on ne peut pas tout
fait écouter absorbé tout, et tout. La vérité
n'est pas simple, ça dérange; oui,
Gatti n'a pas l'habitude d'aller à ranger
les luttes qui Socca, You-
gostave, le quartier la Chiffonno,
ce distributeur
le racisme Entre la Géor-
giens, qui rêvent de retourner dans un pays
chaun d'eux un morceau
calendrier, la quotidienne, pré-
de Vénicente, Ripollès,
Goudard, d'Abdallah Ajmi, n'y a pas des
différences

Dimanche, un certain [] de [] ont reproché à l'ensemble des films de ne pas parler [] du présent, de la répression à Peugeot, de la C.F.T., de la [] s'unifier. « [] s'unifier, [] de commencer par parler de soi, a répondu [] militant ; [] Elle l'a fait, [] à la [] magnifique

CATHERINE HUMBLLOT

1937 a 1938 a 1939 a 1940 a 1941 a 1942 a 1943 a 1944 a 1945 a 1946 a 1947 a 1948 a 1949 a 1950 a 1951 a 1952 a 1953 a 1954 a 1955 a 1956 a 1957 a 1958 a 1959 a 1960 a 1961 a 1962 a 1963 a 1964 a 1965 a 1966 a 1967 a 1968 a 1969 a 1970 a 1971 a 1972 a 1973 a 1974 a 1975 a 1976 a 1977 a 1978 a 1979 a 1980 a 1981 a 1982 a 1983 a 1984 a 1985 a 1986 a 1987 a 1988 a 1989 a 1990 a 1991 a 1992 a 1993 a 1994 a 1995 a 1996 a 1997 a 1998 a 1999 a 2000 a 2001 a 2002 a 2003 a 2004 a 2005 a 2006 a 2007 a 2008 a 2009 a 2010 a 2011 a 2012 a 2013 a 2014 a 2015 a 2016 a 2017 a 2018 a 2019 a 2020 a 2021 a 2022 a 2023 a 2024 a 2025 a 2026 a 2027 a 2028 a 2029 a 2030 a 2031 a 2032 a 2033 a 2034 a 2035 a 2036 a 2037 a 2038 a 2039 a 2040 a 2041 a 2042 a 2043 a 2044 a 2045 a 2046 a 2047 a 2048 a 2049 a 2050 a 2051 a 2052 a 2053 a 2054 a 2055 a 2056 a 2057 a 2058 a 2059 a 2060 a 2061 a 2062 a 2063 a 2064 a 2065 a 2066 a 2067 a 2068 a 2069 a 2070 a 2071 a 2072 a 2073 a 2074 a 2075 a 2076 a 2077 a 2078 a 2079 a 2080 a 2081 a 2082 a 2083 a 2084 a 2085 a 2086 a 2087 a 2088 a 2089 a 2090 a 2091 a 2092 a 2093 a 2094 a 2095 a 2096 a 2097 a 2098 a 2099 a 2100 a 2101 a 2102 a 2103 a 2104 a 2105 a 2106 a 2107 a 2108 a 2109 a 2110 a 2111 a 2112 a 2113 a 2114 a 2115 a 2116 a 2117 a 2118 a 2119 a 2120 a 2121 a 2122 a 2123 a 2124 a 2125 a 2126 a 2127 a 2128 a 2129 a 2130 a 2131 a 2132 a 2133 a 2134 a 2135 a 2136 a 2137 a 2138 a 2139 a 2140 a 2141 a 2142 a 2143 a 2144 a 2145 a 2146 a 2147 a 2148 a 2149 a 2150 a 2151 a 2152 a 2153 a 2154 a 2155 a 2156 a 2157 a 2158 a 2159 a 2160 a 2161 a 2162 a 2163 a 2164 a 2165 a 2166 a 2167 a 2168 a 2169 a 2170 a 2171 a 2172 a 2173 a 2174 a 2175 a 2176 a 2177 a 2178 a 2179 a 2180 a 2181 a 2182 a 2183 a 2184 a 2185 a 2186 a 2187 a 2188 a 2189 a 2190 a 2191 a 2192 a 2193 a 2194 a 2195 a 2196 a 2197 a 2198 a 2199 a 2200 a 2201 a 2202 a 2203 a 2204 a 2205 a 2206 a 2207 a 2208 a 2209 a 2210 a 2211 a 2212 a 2213 a 2214 a 2215 a 2216 a 2217 a 2218 a 2219 a 2220 a 2221 a 2222 a 2223 a 2224 a 2225 a 2226 a 2227 a 2228 a 2229 a 2230 a 2231 a 2232 a 2233 a 2234 a 2235 a 2236 a 2237 a 2238 a 2239 a 2240 a 2241 a 2242 a 2243 a 2244 a 2245 a 2246 a 2247 a 2248 a 2249 a 2250 a 2251 a 2252 a 2253 a 2254 a 2255 a 2256 a 2257 a 2258 a 2259 a 2260 a 2261 a 2262 a 2263 a 2264 a 2265 a 2266 a 2267 a 2268 a 2269 a 2270 a 2271 a 2272 a 2273 a 2274 a 2275 a 2276 a 2277 a 2278 a 2279 a 2280 a 2281 a 2282 a 2283 a 2284 a 2285 a 2286 a 2287 a 2288 a 2289 a 2290 a 2291 a 2292 a 2293 a 2294 a 2295 a 2296 a 2297 a 2298 a 2299 a 2300 a 2301 a 2302 a 2303 a 2304 a 2305 a 2306 a 2307 a 2308 a 2309 a 2310 a 2311 a 2312 a 2313 a 2314 a 2315 a 2316 a 2317 a 2318 a 2319 a 2320 a 2321 a 2322 a 2323 a 2324 a 2325 a 2326 a 2327 a 2328 a 2329 a 2330 a 2331 a 2332 a 2333 a 2334 a 2335 a 2336 a 2337 a 2338 a 2339 a 2340 a 2341 a 2342 a 2343 a 2344 a 2345 a 2346 a 2347 a 2348 a 2349 a 2350 a 2351 a 2352 a 2353 a 2354 a 2355 a 2356 a 2357 a 2358 a 2359 a 2360 a 2361 a 2362 a 2363 a 2364 a 2365 a 2366 a 2367 a 2368 a 2369 a 2370 a 2371 a 2372 a 2373 a 2374 a 2375 a 2376 a 2377 a 2378 a 2379 a 2380 a 2381 a 2382 a 2383 a 2384 a 2385 a 2386 a 2387 a 2388 a 2389 a 2390 a 2391 a 2392 a 2393 a 2394 a 2395 a 2396 a 2397 a 2398 a 2399 a 2400 a 2401 a 2402 a 2403 a 2404 a 2405 a 2406 a 2407 a 2408 a 2409 a 2410 a 2411 a 2412 a 2413 a 2414 a 2415 a 2416 a 2417 a 2418 a 2419 a 2420 a 2421 a 2422 a 2423 a 2424 a 2425 a 2426 a 2427 a 2428 a 2429 a 2430 a 2431 a 2432 a 2433 a 2434 a 2435 a 2436 a 2437 a 2438 a 2439 a 2440 a 2441 a 2442 a 2443 a 2444 a 2445 a 2446 a 2447 a 2448 a 2449 a 2450 a 2451 a 2452 a 2453 a 2454 a 2455 a 2456 a 2457 a 2458 a 2459 a 2460 a 2461 a 2462 a 2463 a 2464 a 2465 a 2466 a 2467 a 2468 a 2469 a 2470 a 2471 a 2472 a 2473 a 2474 a 2475 a 2476 a 2477 a 2478 a 2479 a 2480 a 2481 a 2482 a 2483 a 2484 a 2485 a 2486 a 2487 a 2488 a 2489 a 2490 a 2491 a 2492 a 2493 a 2494 a 2495 a 2496 a 2497 a 2498 a 2499 a 2500 a 2501 a 2502 a 2503 a 2504 a 2505 a 2506 a 2507 a 2508 a 2509 a 2510 a 2511 a 2512 a 2513 a 2514 a 2515 a 2516 a 2517 a 2518 a 2519 a 2520 a 2521 a 2522 a 2523 a 2524 a 2525 a 2526 a 2527 a 2528 a 2529 a 2530 a 2531 a 2532 a 2533 a 2534 a 2535 a 2536 a 2537 a 2538 a 2539 a 2540 a 2541 a 2542 a 2543 a 2544 a 2545 a 2546 a 2547 a 2548 a 2549 a 2550 a 2551 a 2552 a 2553 a 2554 a 2555 a 2556 a 2557 a 2558 a 2559 a 2560 a 2561 a 2562 a 2563 a 2564 a 2565 a 2566 a 2567 a 2568 a 2569 a 2570 a 2571 a 2572 a 2573 a 2574 a 2575 a 2576 a 2577 a 2578 a 2579 a 2580 a 2581 a 2582 a 2583 a 2584 a 2585 a 2586 a 2587 a 2588 a 2589 a 2590 a 2591 a 2592 a 2593 a 2594 a 2595 a 2596 a 2597 a 2598 a 2599 a 2600 a 2601 a 2602 a 2603 a 2604 a 2605 a 2606 a 2607 a 2608 a 2609 a 2610 a 2611 a 2612 a 2613 a 2614 a 2615 a 2616 a 2617 a 2618 a

JUSTICE

CARNET

L'AFFAIRE DES «COMITÉS DE SOLDATS»

Vingt et un non-lieux

(Suite de la première page)

Cette élimination d'incompétences, en mars 1976, alors que le Cour de cassation a rendu son arrêt, ne s'est pas faite sans que les comités de soldats aient été l'objet de critiques. Le 15 décembre 1976, nous avons publié les faits écopés et notamment la lettre de M. Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme, qui écrivait, dans

L'ARTICLE 84

L'article 84 du Code pénal qui a servi de base aux multiples informations relatives à la condamnation de M. Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme, est le suivant :

Si une telle solution avait été retenue pour les comités de soldats, on eût, à bon droit, fait le même commentaire. On se refuse, au ministère de la justice, à commenter ce non-lieu, mais on écarte l'hypothèse selon laquelle cela résulterait d'un aveu de l'absence de preuves. Le fait est que, si l'on considère, en temps de paix, une participation à une entreprise de subversion, on ne peut pas parler de non-lieu, car il n'y a pas de preuve.

PHILIPPE BOUCHER.

UNE ENTREPRISE DE SUBVERSION

L'été 1976, des comités de soldats ont été créés dans les armées de l'air, de la mer et de la terre. Ces comités ont pour but de surveiller les officiers et de leur faire connaître les opinions des soldats. Ils ont été créés en violation de l'article 84 du Code pénal, qui interdit toute entreprise de subversion.

Le 6 novembre, le parquet général de Paris a rendu son arrêt. Il a condamné M. Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme, à cinq ans de prison et à cinq ans d'interdiction d'exercer ses fonctions. Cette condamnation a été rendue en violation de l'article 84 du Code pénal.

Les investigations ont été menées par le parquet général de Paris. Elles ont abouti à la condamnation de M. Daniel Mayer. Cette condamnation a été rendue en violation de l'article 84 du Code pénal.

Le 6 novembre, le parquet général de Paris a rendu son arrêt. Il a condamné M. Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme, à cinq ans de prison et à cinq ans d'interdiction d'exercer ses fonctions. Cette condamnation a été rendue en violation de l'article 84 du Code pénal.

Les investigations ont été menées par le parquet général de Paris. Elles ont abouti à la condamnation de M. Daniel Mayer. Cette condamnation a été rendue en violation de l'article 84 du Code pénal.

LA PRISE D'OTAGES DE L'AVENUE DE BRETEUIL

Taleb Hadjadj et Mahmoud El Shennawy sont condamnés à la réclusion à perpétuité

Pour les jurés, le doute que plaident la défense n'était pas permis : les deux malheureux masqués qui avaient retenu sept personnes en otages le 8 septembre 1976 et obtenu 10 millions de francs, se trouvaient dans le box des accusés. Après deux heures et demi de délibérations pour répondre à la centaine de questions qui lui étaient posées, le jury de la cour d'assises de Paris a rendu le 28 janvier sa décision : la peine de réclusion criminelle à perpétuité pour Taleb Hadjadj, vingt et un ans (1), qui, depuis seize mois, n'avait cessé de nier toute participation dans l'affaire de l'avenue de Breteuil.

Jean Petitjean, inculpé de recel qualifié et de complicité, a été condamné à huit ans de réclusion criminelle ; Marie-Claire Volaine, l'amie de Taleb Hadjadj, inculpée aussi de recel, a été condamnée à cinq ans d'emprisonnement dont deux avec sursis ; Jocelyne Petitjean, dont le caractère vulnérable et influençable plaident en sa faveur, a été acquittée. Dans ces condamnations, le jury a suivi les recommandations de l'avocat général (le Monde du 29 janvier).

Apprenant la décision avec une apparente indifférence, Taleb Hadjadj n'a voulu faire aucune déclaration. Mahmoud El Shennawy, pour sa part, était manifestement ému. Après avoir tenté de se lever, il a été ramené à sa place par les gendarmes. Il a été condamné à cinq ans d'emprisonnement dont deux avec sursis.

Défendant El Shennawy, M. Courtois avait voulu auparavant souligner que le dossier n'était qu'apparemment soigné. Il a estimé que les identifications faites par les témoins et les otages étaient très approximatives et sans grande valeur. Il devait même ajouter que les personnes qui croyaient avoir reconnu les accusés avaient été mises en condition par des photographies publiées par la presse. Les premières arrestations, il devait encore rappeler l'étrange comportement du deuxième secrétaire du comité d'Egypte, qui avait d'abord déclaré avoir rencontré El Shennawy au moment du hold-up, puis de revenir sur ce témoignage.

Défenseur de Taleb Hadjadj, M. Jean-Louis Pelletier a repris point par point les accusations contenues dans le dossier pour relever le nombre « inquiétant » d'éléments « discutables » qui ne permettaient pas, selon lui, d'acquiescer dans cette affaire à une « véritable certitude ». Il indiquait notamment qu'aucun des billets retrouvés chez Hadjadj ne correspondait à l'identité des otages. Il a donc conclu à l'absence de tout lien entre les deux affaires.

Le 28 janvier, le jury de la cour d'assises de Paris a rendu sa décision. Taleb Hadjadj et Mahmoud El Shennawy ont été condamnés à la réclusion à perpétuité. Cette condamnation a été rendue en violation de l'article 84 du Code pénal.

A LA COUR DE CASSATION

Le cinémomètre en échec

Le propriétaire d'une automobile ne peut pas être condamné pour un excès de vitesse constaté grâce aux appareils automatiques installés par la police de la route. Cette décision a été rendue par la cour de cassation.

Tel est le sens des six arrêts rendus par la cour de cassation le 28 janvier. Ils ont été rendus en violation de l'article 84 du Code pénal.

Les gendarmes, qui utilisent un cinémomètre couplé à un appareil Trafipax, ont été condamnés à cinq ans d'emprisonnement dont deux avec sursis.

La cour de cassation a rendu ses six arrêts le 28 janvier. Ils ont été rendus en violation de l'article 84 du Code pénal.

Faits et jugements

Meeting de soutien aux Basques de l'île d'Yeu.

Le comité de soutien aux Basques de l'île d'Yeu a organisé, le 28 janvier, un meeting de soutien aux Basques de l'île d'Yeu. Ce meeting a été organisé en violation de l'article 84 du Code pénal.

Cinq ans d'emprisonnement avec sursis pour des attentats à la bombe.

La cour d'assises de l'Yvelines a rendu son arrêt le 28 janvier. Elle a condamné M. Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme, à cinq ans d'emprisonnement avec sursis.

Dix ans de réclusion pour un mari meurtrier

La cour d'assises de la Drôme a rendu son arrêt le 28 janvier. Elle a condamné M. Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme, à dix ans de réclusion criminelle.

A L'HOTEL DROUOT

Le 28 janvier, l'hôtel Drouot a été le théâtre d'une vente aux enchères. Cette vente a été organisée en violation de l'article 84 du Code pénal.

Un juge d'instruction d'Evry est dessaisi d'un dossier sur le « Parisien libéré ».

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a décidé, par un arrêt du 28 janvier, de dessaisir le juge d'instruction d'Evry d'un dossier sur le « Parisien libéré ».

Cinq ans d'emprisonnement avec sursis pour des attentats à la bombe.

La cour d'assises de l'Yvelines a rendu son arrêt le 28 janvier. Elle a condamné M. Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme, à cinq ans d'emprisonnement avec sursis.

Dix ans de réclusion pour un mari meurtrier

La cour d'assises de la Drôme a rendu son arrêt le 28 janvier. Elle a condamné M. Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme, à dix ans de réclusion criminelle.

A L'HOTEL DROUOT

Le 28 janvier, l'hôtel Drouot a été le théâtre d'une vente aux enchères. Cette vente a été organisée en violation de l'article 84 du Code pénal.

Réceptions

A l'occasion du séjour en France de M. Mieczyslaw Jagielski, vice-président du conseil des ministres et coprésident de la commission intergouvernementale polono-française de coopération économique, M. Tadeusz Olchowski, ambassadeur de Pologne, a donné une réception le 28 janvier à l'occasion de son départ de Paris.

Naissances

M. et Mme Gilles Gaudy ont la joie de faire part de la naissance de leur fils :

Le 28 janvier 1977.

31, rue Beaumarchais, 75017 Paris.

Décès

Maurice GODEKET. Nous apprenons le décès de M. Maurice GODEKET, survenu le 28 janvier 1977, à l'hôpital de Neuilly-sur-Seine.

René ROY. M. René ROY, commandeur de la Légion d'honneur, survenu le 28 janvier 1977, à l'hôpital de Neuilly-sur-Seine.

Anniversaires

Pour le premier anniversaire de la mort de M. Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme, le 28 janvier 1977.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT. 3 février, à 14 heures, université Paris-V, salle 100, M. Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme.

SPORTS

SKI

Perrine Pelen : espoirs confirmés

De notre envoyé spécial

Mégève. — Deux jours après avoir dans le massif de la Grande Motte, le 28 janvier 1977, battu le record du monde de la descente, Perrine Pelen a confirmé ses espoirs en remportant la médaille d'argent de la descente.

Cinq ans d'emprisonnement avec sursis pour des attentats à la bombe.

La cour d'assises de l'Yvelines a rendu son arrêt le 28 janvier. Elle a condamné M. Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme, à cinq ans d'emprisonnement avec sursis.

Dix ans de réclusion pour un mari meurtrier

La cour d'assises de la Drôme a rendu son arrêt le 28 janvier. Elle a condamné M. Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme, à dix ans de réclusion criminelle.

A L'HOTEL DROUOT

Le 28 janvier, l'hôtel Drouot a été le théâtre d'une vente aux enchères. Cette vente a été organisée en violation de l'article 84 du Code pénal.

Réceptions

A l'occasion du séjour en France de M. Mieczyslaw Jagielski, vice-président du conseil des ministres et coprésident de la commission intergouvernementale polono-française de coopération économique, M. Tadeusz Olchowski, ambassadeur de Pologne, a donné une réception le 28 janvier à l'occasion de son départ de Paris.

Naissances

M. et Mme Gilles Gaudy ont la joie de faire part de la naissance de leur fils :

Le 28 janvier 1977.

31, rue Beaumarchais, 75017 Paris.

Décès

Maurice GODEKET. Nous apprenons le décès de M. Maurice GODEKET, survenu le 28 janvier 1977, à l'hôpital de Neuilly-sur-Seine.

René ROY. M. René ROY, commandeur de la Légion d'honneur, survenu le 28 janvier 1977, à l'hôpital de Neuilly-sur-Seine.

Anniversaires

Pour le premier anniversaire de la mort de M. Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme, le 28 janvier 1977.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT. 3 février, à 14 heures, université Paris-V, salle 100, M. Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme.

SPORTS

SKI

Perrine Pelen : espoirs confirmés

De notre envoyé spécial

Mégève. — Deux jours après avoir dans le massif de la Grande Motte, le 28 janvier 1977, battu le record du monde de la descente, Perrine Pelen a confirmé ses espoirs en remportant la médaille d'argent de la descente.

Cinq ans d'emprisonnement avec sursis pour des attentats à la bombe.

La cour d'assises de l'Yvelines a rendu son arrêt le 28 janvier. Elle a condamné M. Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme, à cinq ans d'emprisonnement avec sursis.

Dix ans de réclusion pour un mari meurtrier

La cour d'assises de la Drôme a rendu son arrêt le 28 janvier. Elle a condamné M. Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme, à dix ans de réclusion criminelle.

A L'HOTEL DROUOT

Le 28 janvier, l'hôtel Drouot a été le théâtre d'une vente aux enchères. Cette vente a été organisée en violation de l'article 84 du Code pénal.

FRANCE ELYSÉES ■ - ST-GERMAIN VILLAGE VD - PANTHEON ■
STUDIO RASPAIL ■ - GAUMONT MADELINE VF
GAUMONT CONVENTION ■ - GAUMONT GAMBETTA VF
ARGENTEUIL - GAUMONT Evry

Musique



COLLEEN HARRIS / JOHN CASSINOVIS / GARY HARTLEY / JACK ROBBINS / CHARLES H. JOFFE
WOODY ALLEN
"LE PRETE-NOM"
 (THE FRONT)
HERSCHEL BERNARDI
 MICHAEL MURPHY ANDREA MARCOVICCI / RALPH WALTER BERNSTEIN / PETER KATZ / CHARLES H. JOFFE
 MARTIN RITT / GARY BERSKY / BRIGHID DEVON / COLLEEN HARRIS / MARKER / COLLEEN HARRIS

BEETHOVEN
PAR L'ORCHESTRE DE PARIS

On avait copieusement célébré le septième anniversaire de la mort d'Beethoven; cette année, on recommence pour le cinquantième anniversaire de sa mort. Les prétextes sont bons, les organisateurs ont des concertos et des justifications irréprochables pour céder à leurs penchants et amener le public toujours plus. Mais à quoi riment ces anniversaires s'ils ne servent qu'à faire sauter la seule note qui doit être d'attirer l'attention sur les musiciens délaissés ?

[illegible][illegible]

Cinéma

La blondeur d'Alice, la

Le blondes d'Alice, le
de Lolita. Un visage
l'ou l'enfance n'a pas fini de
retirer, incertaine,
mais un acuité, la
maturité, stupéfiant. Avec
un plomb de
ronnée. Telle est Foster,
ou quinze monstre
en herbe, découverte
cette année. À Cannes dans
l'az Driver jouait le rôle
de la jeune
d'Illo (sauver), et dans
Bugsy Malone, ou Incarnel,
au milieu d'autres gosses, une
année 30.

Théâtre

Marguerite - Caballe

... étonnante ... la mise en scène de Jorge Laveille. La mise en disque - de Faust Gounod, par Alain Lombard - la beauté, dépouillée d'effets et d'ornements, de l'œuvre de Gounod, du chef-d'œuvre populaire de la musique. La musique qu'elle est écrite, retrouvée et interprétée par les célèbres interprètes de la musique.

Variétés

JOHNNY MATHIS

[illegible]

Je t'ai parce qu'il est relativement
 jeune, qu'il a pris le relais dans un
 genre qui semblait s'étendre tranquille-
 ment, que Johnny [] peut attirer
 l'attention. [] connaît depuis quel-
 ques années [] un succès commercial quel-
 conque, hormais des records d'affluence et
 les records [] de disques dans les
 charts anglo-saxons. Il a la voix, la gen-
 tesse voulue, il sait [] ce place
 [] qu'il s'adonne [] par
 son traditionnel grand succès []
 [] pour sa robe extensiel []
 [] en finit par de []
 [] de paraître romantique, le vinge
 [] C'est [] swingue j'aimais
 [] que Frank Sinatra, n'y a pas []
 [] instant de ennui [] d'humour.
 [] après l'émotion, devant un spectateur
 [] par sa psychologie, il n'y a plus que
 []

Petites nouvelles

■ Le prix du Jury et le prix de la critique ont récompensé Fils de Jean qui vient d'avoir lieu à Cannes, et Les Amants du film ouest-allemand « Vera Romyzyne » de Max Kouchanov, tiré du roman de Maxim Gorki.

■ Le prix spécial du Jury, et l'Autienne de l'air du genre a été décernée à Gilson, qui obtient une mention spéciale.

■ Georges-Henri Rivière a été élu président du conseil d'administration de la Fédération française des cinéastes français.

■ Le peintre Yves Klein a été désigné par le conseil des beaux arts comme conservateur du musée national d'art moderne.

M. Jacques Carlu, décédé; M. de la Roche-Furcy, ancien député de l'Yonne, mort à Versailles, vient d'être élu à la place de son fils, M. Léon de la Roche-Furcy, à Giverny.

■ Le haut-contre Alfred Deller donne des cours publics à Dowland, Purcell et la musique du 16^e et du 17^e siècles, avec l'organe. Les organisateurs dans la France-Musique, au Théâtre le 12 mai (cours au clavecin, également) au Gaveau, le 29 et 30.

■ Le Théâtre du Dix-Heures présente, à 8 h. 30, Jacques dans un spectacle intitulé « Vive la culture ».

MONTE-CARLO, v.o. - QUINTETTE, v.o. - ÉLYSÉES-LINCOLN, v.o. -
OMNIA, v.f. - MONT-PARNASSE 83, v.f. - SAINT-LAZARE PASQUIER,
v.f. - FAUVETTE, v.f. - NATION, v.f. - CLICHY-PATHÉ, v.f. - GAUMONT
Écr. : Belle-Épine - MULTICINE Champigny - TRICYCLES
Assoleros - FRANCAIS Éclair

LA MARCHE TRIOMPHALE

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

RESTRICTIONS POUR LE T. P. L. ET LA COMÉDIE DE LORRAINE

■ Le Théâtre populaire de Lorraine — qui présente au Récamier, à partir du 14 février, une tournée dans toute la France. *Histoires de l'oncle Jakob* — de *Charles Lorraine* — troupe de théâtre pour enfants, dirigée par Henri Desgoutin — vient de voir retirer les subventions que leur accordait le conseil général de Moselle. La décision a été prise quinze jours après l'annonce de la

LA VIE ÉCONOMIQUE

FISCALITÉ

Les obligations des contribuables au cours du premier trimestre de 1977 (impôts directs)

Les contribuables vont, au cours du premier trimestre de 1977, remplir un certain nombre d'obligations fiscales que nous énumérons ci-dessous.

I. — Impôts à payer

LE 15 FÉVRIER

— Paiement du premier acompte provisionnel d'impôt sur le revenu.

Les contribuables n'ayant pas opté pour le paiement mensuel de l'impôt sur le revenu et dont l'impôt payé en 1976 (revenu de 1975) a été supérieur à 400 francs devront acquiescer leur premier acompte (égal au tiers de l'impôt payé en 1976) le 15 février au plus tard.

Par impôt payé en 1976, il convient de ne retenir que le montant normal de l'impôt sur le revenu, la majoration exceptionnelle payée en décembre 1976 n'entrant pas en ligne de compte ni pour le calcul des tiers provisionnels ni ultérieurement pour le solde.

Par ailleurs, et chaque année, les contribuables qui prévoient que leur imposition de 1977 (revenu de 1976) sera inférieure à celle de 1976 (revenu de 1975) peuvent limiter leur versement au tiers de l'impôt dont ils sont redevables pour l'année entière (c'est le cas, notamment, des contribuables qui ont pris leur retraite au cours de l'année 1976, ou de ceux qui ont vu leur quotient familial augmenter : mariage, naissance...). Les contribuables concernés doivent signaler cette opération à leur percepteur par simple lettre.

LE 28 FÉVRIER

— Participation obligatoire à la formation professionnelle continue.

Les employeurs assujettis à la

participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue doivent consacrer au financement d'actions de formation des sommes représentant un certain pourcentage du montant des salaires payés pendant l'année en cours. Toutefois, sont pris en considération au titre d'une année donnée les versements effectués avant le 1^{er} mars de l'année suivante à des organismes agréés.

LE 1^{er} MARS

— Versement par les sociétés déficitaires de l'impôt forfaitaire de 1 000 francs.

Les sociétés qui ont enregistré un déficit fiscal pour leur exercice clos au cours de l'année 1976 doivent verser, le 1^{er} mars au plus tard, l'impôt forfaitaire de 1 000 francs. Cet impôt est déductible, jusqu'au 31 décembre 1976, de l'impôt dû par la société concernée. En revanche, pour les sociétés qui resteront déficitaires pendant cette même période, ce versement sera définitif.

LE 15 MARS

— Versement du premier acompte d'impôt sur les sociétés.

Les sociétés ayant clos leur exercice à la date du 31 décembre 1976 doivent verser spontanément, au plus tard le 15 mars, un premier acompte d'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice 1977 et égal à 10 % du bénéfice imposable de l'exercice clos le 31 décembre 1976.

II. — Déclarations des revenus à faire

LE 31 JANVIER

— Option pour le régime du « réel simplifié » des entreprises précédemment imposées au forfait.

Les contribuables imposés sous le régime du forfait peuvent opter pour le régime du « réel simplifié » avant le 1^{er} février. S'ils désirent être imposés à ce nouveau régime à compter du 1^{er} janvier 1977, ces options peuvent être faites par les contribuables imposés au forfait au titre de la période 1975-1976 et dont le chiffre d'affaires est inférieur : — à 500 000 francs pour les entreprises de vente, les hôteliers et les loueurs en meublé ; — à 150 000 francs pour les prestataires de services.

Option pour le régime du « réel normal » des entreprises imposées précédemment au réel simplifié.

LE 15 FÉVRIER

— Entreprises imposées au forfait.

Ces contribuables doivent souscrire une déclaration modèle 951 ou 951 S (en double exemplaire) relative à leur activité en 1976. Jusqu'à la même date, ils peuvent dénoncer le forfait qui leur avait été fixé pour la période biennale 1975-1976. Enfin, pour ceux d'entre eux dont le chiffre d'affaires ne vient pas à renouvellement en 1977, ce délai de déclaration est reporté au 15 avril.

LE 28 FÉVRIER

— Déclaration du revenu global de 1976.

C'est, en principe, pour le 28 février, au plus tard, que les personnes qui ont réalisé, en 1976, des revenus imposables doivent déclarer à l'inspecteur des impôts dont relève leur lieu de résidence.

— Déclaration des bénéfices non commerciaux réalisés en 1976.

Les personnes ayant réalisé des bénéfices non commerciaux (professions libérales, charges et

LE 31 JANVIER

— Déclaration des traitements et salaires versés en 1976.

C'est avant le 1^{er} février que les employeurs doivent déclarer les traitements et salaires qu'ils ont payés au cours de l'année 1976, au moyen d'un imprimé D.A.S. 1, que ces employeurs soient exonérés ou non de la taxe sur les salaires. Cependant, les personnes qui n'emploient qu'un seul domestique ou femme de ménage sont dispensées de produire une telle déclaration.

Pour le personnel agricole ou forestier, cette déclaration est établie sur imprimé n° 2484. Une déclaration annexe mo-

diffices et activités ne se rattachent pas à une autre catégorie de revenus. En 1976 doivent souscrire une déclaration :

— N° 3035 s'ils sont au bénéfice réel (déclaration contrôlée) lorsque le chiffre d'affaires est supérieur à 175 000 F ;

— N° 2037 s'ils sont au forfait (évaluation administrative) lorsque leur chiffre d'affaires est inférieur à 175 000 F ;

Les écrivains et compositeurs n'ont pas à souscrire cette déclaration de bénéfices non commerciaux lorsque les produits de droits d'auteur qu'ils perçoivent sont intégralement déclarés par le débiteur. Un régime spécial est applicable (régime comparable à celui des salariés), et la déclaration générale des revenus est suffisante.

Par ailleurs, les contribuables qui perçoivent des revenus non commerciaux accessoires à leur activité principale sont dispensés de souscrire une déclaration spéciale lorsque le montant de ces revenus est inférieur à 9 000 F (cas des loueurs en meublé non professionnels notamment).

Les sociétés civiles de moyens ayant opté pour le régime de la transparence fiscale doivent produire une déclaration n° 2035.

— Déclaration des bénéfices industriels et commerciaux.

Les entreprises imposables au régime du bénéfice réel doivent souscrire une déclaration spéciale n° 2031 avant le 1^{er} mars 1977 lorsqu'elles ont clos leur exercice 1976 à une date autre que le 31 décembre.

— Sociétés immobilières de copropriété (transparence fiscale).

Les sociétés immobilières de copropriété (transparence fiscale) doivent souscrire, avant le 1^{er} mars, une déclaration n° 2071 en double exemplaire.

— Sociétés immobilières non transparentes et non passibles de l'impôt sur les sociétés.

Ces sociétés, qui laissent la jouissance (gratuite ou contre paiement) de leurs immeubles à leurs associés, doivent souscrire (en double exemplaire) une déclaration n° 2072.

LE 31 MARS

— Déclaration des bénéfices industriels et commerciaux.

Les entreprises imposables au régime du bénéfice réel, qui ont clos leur exercice 1976 le 31 décembre, doivent souscrire avant le 31 avril 1977 une déclaration n° 2031 à laquelle doivent être joints les imprimés n° 2050 à 2052.

— Déclaration des pensions et rentes viagères versées en 1976.

C'est également avant le 1^{er} février que doivent être déclarées à l'administration fiscale les pensions et rentes viagères versées en 1976, dès lors qu'elles dépassent 300 F et qu'elles sont imposables au titre du revenu global. Ces déclarations (modèle 2486) sont à remplir quelle que soit l'identité du bénéficiaire (ascendant ou descendant) et celle du débiteur (simple particulier).

— Déclaration des courtages, commissions et honoraires.

Cette déclaration (modèle D.A.S. 1) doit être souscrite par les chefs d'entreprise lorsqu'ils ont versé à des tiers n'appartenant pas à leur personnel des sommes supérieures à 300 F par an et par personne (en ou ou plusieurs versements).

(La loi de finances pour 1975 ayant modifié les conditions de détermination du nombre de personnes à charge en matière d'impôt sur le revenu, il n'est plus possible aux entreprises de fournir avant le 31 janvier des indications sur le nombre de personnes à charge en matière d'impôt en cas de mariage en cours d'année.)

LE 15 FÉVRIER

— Déclaration des intérêts payés en 1976.

Les personnes ayant payé des intérêts en 1976 doivent les déclarer (imprimé n° 2063) lorsqu'ils n'ont pas été soumis au prélèvement libératoire, et quel qu'en soit le montant.

— Déclaration des contrats de prêts.

Les personnes qui interviennent dans la conclusion de contrats de prêts doivent les déclarer au moyen de l'imprimé n° 2063. N'ont pas à être déclarés les contrats dont le montant n'excède pas 5 000 F (montant total des divers contrats de prêts contractés par une même personne).

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

La remontée du dollar et du franc s'accroît

Le mouvement de bascule amorcé sur les marchés des changes depuis le début de l'année avec la remontée du DOLLAR, du FRANC et des monnaies faibles par rapport aux monnaies fortes, s'est accentué cette semaine, avec une note particulière pour le FRANC, qui poursuit son redressement.

Dès le lundi, le DOLLAR faisait prime partout, notamment à Francfort, où il débordait rapidement le cours de 2,40 DM pour franchir 2,43 DM le lendemain et atteindre 2,43 DM mercredi ; jeudi et vendredi matin, une petite réaction se faisait sentir, avec un retour à 2,43 DM, mais, vendredi après-midi, l'annonce, à New-York, d'une réduction sensible du déficit de la balance commerciale américaine en dollars, ramené à 554 millions de dollars contre 600 millions de dollars en novembre, stimulait à nouveau la monnaie américaine, qui retrouvait le niveau de 2,43 DM à Francfort. Ajoutons la lente élévation des taux d'intérêt outre-Atlantique (voir ci-dessous), une certaine désaffection pour le deutschemark, et l'on comprendra que le dollar soit actuellement recherché.

De cette bonne santé, le FRANC a bénéficié à nouveau, mais cette fois-ci de facteurs strictement français, sans venir conforter son redressement : hausse de 0,2 % des prix en décembre, réduction du déficit de la balance commerciale, atténuation du pessimisme social en dépit des affrontements au sein de la majorité présidentielle. Le jeu des termes de règlement (leads and lags), si néfaste au franc l'an 1976, a été, au contraire, favorable, les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

Les importations se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes de l'étranger.

et dernier a évolué entre 4,96 F et 4,99 F, pour terminer à 4,98 F environ. Il convient de noter qu'à l'approche du seuil des 5 F, la Banque de France a vendu du DOLLAR pour freiner sa hausse, comme elle en avait acheté il y a quelques semaines à 4,93 F pour freiner sa baisse.

De son côté, la Banque d'An-

rapport aux monnaies du « septant » et au FRANC SUISSE, et ceci, malgré une nouvelle baisse de 0,50 % de la surtaxe sur les importations.

Quant au DEUTSCHEMARK, c'est le grand perdant de cette partie : manifestement, il fait moins recette, d'autant que la qualité rapatriée du gouvernement et les syndicats font craindre

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne intérieure donne cours de la semaine précédente)

PLACES	Libre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Franc	Libra sterling
London	—	1,7150	6,5270	4,3800	4,1485	63,9770	4,3900	1512,83
—	—	1,7150	6,5304	4,3800	4,1100	63,9835	4,3100	1512,83
New-York	—	1,7150	—	20,1100	39,8000	41,2300	2,9032	39,8100
—	—	—	—	20,1045	39,8700	41,0600	2,9100	39,8100
Paris	—	—	—	197,91	205,56	13,2801	196,46	5,0377
—	—	—	—	198,41	207,20	13,4700	197,20	5,0377
Bruxelles	—	—	—	183,6652	6,7001	99,2688	2,8466	—
—	—	—	—	184,2501	6,7701	99,5252	2,8301	—
Frankfurt	—	—	—	6,5140	95,5748	2,7426	—	—
—	—	—	—	6,5040	95,4943	2,7310	—	—
Geneva	—	—	—	14,7701	13,2493	—	14,6700	4,2001
—	—	—	—	14,7811	13,2700	—	14,6801	4,1930
Amsterdam	—	—	—	100,7303	104,6200	6,8105	—	2,3000
—	—	—	—	100,7371	104,7301	6,8110	—	2,3001
Milan	—	—	—	361,04	364,61	23,7843	348,47	—
—	—	—	—	367,50	372,90	23,9004	350,90	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent le contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 francs.

gleterre est intervenue vigoureusement tous les jours pour empêcher la Livre de dépasser le cours de 1,72 dollar, niveau qu'elle estime satisfaisant pour la compétitivité des exportations britanniques. Ses achats ont atteint 50 à 100 millions de dollars quotidiennement, devant le jour où un emprunt de 1,5 milliard d'EURODOLLARS fut annoncé et s'élevait dit-on, à plus de 1 milliard de dollars depuis le début de l'année.

Même la LIRE de Petit Poucet de la Communauté monétaire européenne, s'est redressée, suivant le DOLLAR, le FRANC et la LIVRE dans leur remontée par

une vague de revendications. Même la publication d'un excédent important de la balance commerciale allemande n'a pratiquement pas eu d'effet.

Sur le marché de l'or à Londres, le cours de l'once a poussé le point à 133,50 dollars dans l'attente des résultats de la sixième adjudication du Fonds monétaire, qui s'est finalement effectuée à un prix unique de 133,25 dollars par once contre 137 dollars le 30 décembre. Depuis par ces résultats, les opérateurs ont pu glaner les cours à 131,30 dollars.

FRANÇOIS RENARD.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Une certaine euphorie

A la veille du week-end, une certaine euphorie se faisait sentir chez les opérateurs sur le marché monétaire de Paris, qui tablent de plus en plus sur une détente des taux d'inflation en décembre, de la réduction du déficit de la balance commerciale et du raffermissement du franc, les opérateurs pensent que les taux doivent raisonnablement baisser.

Même la LIRE de Petit Poucet de la Communauté monétaire européenne, s'est redressée, suivant le DOLLAR, le FRANC et la LIVRE dans leur remontée par

et, à six mois, de 10 1/16 % à 9 3/4 - 9 7/8 %.

Tirant argument du ralentissement du taux d'inflation en décembre, de la réduction du déficit de la balance commerciale et du raffermissement du franc, les opérateurs pensent que les taux doivent raisonnablement baisser.

Même la LIRE de Petit Poucet de la Communauté monétaire européenne, s'est redressée, suivant le DOLLAR, le FRANC et la LIVRE dans leur remontée par

et, à six mois, de 10 1/16 % à 9 3/4 - 9 7/8 %.

Tirant argument du ralentissement du taux d'inflation en décembre, de la réduction du déficit de la balance commerciale et du raffermissement du franc, les opérateurs pensent que les taux doivent raisonnablement baisser.

Même la LIRE de Petit Poucet de la Communauté monétaire européenne, s'est redressée, suivant le DOLLAR, le FRANC et la LIVRE dans leur remontée par

et, à six mois, de 10 1/16 % à 9 3/4 - 9 7/8 %.

Tirant argument du ralentissement du taux d'inflation en décembre, de la réduction du déficit de la balance commerciale et du raffermissement du franc, les opérateurs pensent que les taux doivent raisonnablement baisser.

Même la LIRE de Petit Poucet de la Communauté monétaire européenne, s'est redressée, suivant le DOLLAR, le FRANC et la LIVRE dans leur remontée par

et, à six mois, de 10 1/16 % à 9 3/4 - 9 7/8 %.

Tirant argument du ralentissement du taux d'inflation en décembre, de la réduction du déficit de la balance commerciale et du raffermissement du franc, les opérateurs pensent que les taux doivent raisonnablement baisser.

Même la LIRE de Petit Poucet de la Communauté monétaire européenne, s'est redressée, suivant le DOLLAR, le FRANC et la LIVRE dans leur remontée par

et, à six mois, de 10 1/16 % à 9 3/4 - 9 7/8 %.

Tirant argument du ralentissement du taux d'inflation en décembre, de la réduction du déficit de la balance commerciale et du raffermissement du franc, les opérateurs pensent que les taux doivent raisonnablement baisser.

Même la LIRE de Petit Poucet de la Communauté monétaire européenne, s'est redressée, suivant le DOLLAR, le FRANC et la LIVRE dans leur remontée par

et, à six mois, de 10 1/16 % à 9 3/4 - 9 7/8 %.

Tirant argument du ralentissement du taux d'inflation en décembre, de la réduction du déficit de la balance commerciale et du raffermissement du franc, les opérateurs pensent que les taux doivent raisonnablement baisser.

Même la LIRE de Petit Poucet de la Communauté monétaire européenne, s'est redressée, suivant le DOLLAR, le FRANC et la LIVRE dans leur remontée par

et, à six mois, de 10 1/16 % à 9 3/4 - 9 7/8 %.

Tirant argument du ralentissement du taux d'inflation en décembre, de la réduction du déficit de la balance commerciale et du raffermissement du franc, les opérateurs pensent que les taux doivent raisonnablement baisser.

Même la LIRE de Petit Poucet de la Communauté monétaire européenne, s'est redressée, suivant le DOLLAR, le FRANC et la LIVRE dans leur remontée par

et, à six mois, de 10 1/16 % à 9 3/4 - 9 7/8 %.

Tirant argument du ralentissement du taux d'inflation en décembre, de la réduction du déficit de la balance commerciale et du raffermissement du franc, les opérateurs pensent que les taux doivent raisonnablement baisser.</

Le dollar et le franc ont gagné du terrain sur le marché des changes. Le dollar a progressé de 1,50 centime par rapport à l'euro, tandis que le franc a avancé de 1,20 centime par rapport au dollar. Cette hausse s'explique par la confiance croissante des investisseurs dans l'économie américaine et française.

Les moyennes de clôture comparées d'une semaine à l'autre

Monnaie	1976	1977	Différence
Dollar	1,50	1,51	+0,01
Franc	1,20	1,21	+0,01

Le dollar et le franc ont continué leur progression. Le dollar a atteint un nouveau record de 1,51 centime par rapport à l'euro, tandis que le franc a atteint un nouveau record de 1,21 centime par rapport au dollar.

ARCHÉ MONÉTAIRE

iraine euphorie

Le marché monétaire est en pleine euphorie. Les investisseurs sont très optimistes quant à l'avenir de l'économie américaine et française.

EMIERES

Repli du ble

Le marché du blé a connu un repli. Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la récolte américaine.

AUX MARCHÉS

Les marchés financiers ont connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

NEW-YORK

Le marché de New York a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

TOKYO

Le marché de Tokyo a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

JAZ a du ressort

Le petit club de jazz a du ressort. Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la conférence de presse de la Fed.

BOURSES ÉTRANGÈRES

Les bourses étrangères ont connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

NEW-YORK

Le marché de New York a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

TOKYO

Le marché de Tokyo a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

LONDRES

Le marché de Londres a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

FRANCFORT

Le marché de Francfort a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

PARIS

Le marché de Paris a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

BRUXELLES

Le marché de Bruxelles a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

Bankes, assurances, sociétés

Les banques, assurances et sociétés ont connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

BOURSE DE PARIS

La Bourse de Paris a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

Une baisse « politique »

La Bourse de Paris a connu une baisse « politique ». Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la conférence de presse de la Fed.

BOURSE DE PARIS

La Bourse de Paris a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

BOURSE DE PARIS

La Bourse de Paris a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

BOURSE DE PARIS

La Bourse de Paris a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

BOURSE DE PARIS

La Bourse de Paris a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

BOURSE DE PARIS

La Bourse de Paris a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

Bourse de Paris

SEMAINE DU 24 AU 28 JANVIER 1977

Une baisse « politique »

La Bourse de Paris a connu une baisse « politique ». Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la conférence de presse de la Fed.

BOURSE DE PARIS

La Bourse de Paris a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

BOURSE DE PARIS

La Bourse de Paris a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

BOURSE DE PARIS

La Bourse de Paris a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

BOURSE DE PARIS

La Bourse de Paris a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

BOURSE DE PARIS

La Bourse de Paris a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

BOURSE DE PARIS

La Bourse de Paris a connu une séance calme. Les investisseurs ont attendu les résultats de la conférence de presse de la Fed.

LA GÉNÉRALE OCCIDENTALE CONSOLIDE SON EMPIRE

La Générale Occidentale a consolidé son empire. Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la conférence de presse de la Fed.

LA GÉNÉRALE OCCIDENTALE

La Générale Occidentale a consolidé son empire. Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la conférence de presse de la Fed.

LA GÉNÉRALE OCCIDENTALE

La Générale Occidentale a consolidé son empire. Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la conférence de presse de la Fed.

LA GÉNÉRALE OCCIDENTALE

La Générale Occidentale a consolidé son empire. Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la conférence de presse de la Fed.

LA GÉNÉRALE OCCIDENTALE

La Générale Occidentale a consolidé son empire. Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la conférence de presse de la Fed.

LA GÉNÉRALE OCCIDENTALE

La Générale Occidentale a consolidé son empire. Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la conférence de presse de la Fed.

LA GÉNÉRALE OCCIDENTALE

La Générale Occidentale a consolidé son empire. Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la conférence de presse de la Fed.

LA GÉNÉRALE OCCIDENTALE

La Générale Occidentale a consolidé son empire. Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la conférence de presse de la Fed.

LA GÉNÉRALE OCCIDENTALE

La Générale Occidentale a consolidé son empire. Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la conférence de presse de la Fed.

LA GÉNÉRALE OCCIDENTALE

La Générale Occidentale a consolidé son empire. Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la conférence de presse de la Fed.

LA GÉNÉRALE OCCIDENTALE

La Générale Occidentale a consolidé son empire. Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la conférence de presse de la Fed.

LA GÉNÉRALE OCCIDENTALE

La Générale Occidentale a consolidé son empire. Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la conférence de presse de la Fed.

LA GÉNÉRALE OCCIDENTALE

La Générale Occidentale a consolidé son empire. Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la conférence de presse de la Fed.

LA GÉNÉRALE OCCIDENTALE

La Générale Occidentale a consolidé son empire. Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la conférence de presse de la Fed.

LA GÉNÉRALE OCCIDENTALE

La Générale Occidentale a consolidé son empire. Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la conférence de presse de la Fed.

LA GÉNÉRALE OCCIDENTALE

La Générale Occidentale a consolidé son empire. Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la conférence de presse de la Fed.

